

BULLETIN INTÉRIEUR

UNE POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE

UN PARTI CAPABLE DE DIRIGER
LES LUTTES OUVRIERES

Projet de rapport présenté par la Minorité du Comité Central

pour le

IV^e CONGRES DU P.C.I.

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la IV^e Internationale)

————— 19, Rue Daguerre — Paris - 14^e —————

S O M M A I R E

=====

- CHAPITRE I UNE NOUVELLE ETAPE DANS LA COMINTERNATIONALE
L'économie, la politique, la diplomatie internationale, la question de la guerre et la lutte des classes.
- CHAPITRE II LA CRISE ECONOMIQUE EN FRANCE
Ce qu'a été la reprise, le plan Monnet - les tentatives dirigistes et leur faillite - l'inflation: ses sources, ses manifestations - les crédits américains.
- CHAPITRE III LA NOUVELLE ETAPE DE LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE
Les manifestations politiques et sociales de la nouvelle étape, l'idéologie stalinienne à l'épreuve des faits.
- Le stalinisme, son rôle, sa nature de classe (parti ouvrier dégénéré, réformiste d'un type nouveau.)
- Bilan des luttes ouvrières, moteur économique des grèves.
- Les problèmes du débordement: (grève Renault, Manifestation devant la Chambre, grève des boulangers, des cheminots, les "réquisitions" de Ramadier.
- CHAPITRE IV LES PROBLEMES DE LA GREVE GENERALE
La grève générale à l'ordre du jour.
La grève générale est par son essence même, une opération politique révolutionnaire.
La direction, en dépolitiquant notre propagande, a paralysé le Parti et regonflé l'anarchisme.
- CHAPITRE V COMMENT PREPARER LA GREVE GENERALE
- Débordement élémentaire et débordement politique.
- Les Comités de Lutte: signification, rôle, leur caractère provisoire, leur place dans l'agitation du Parti pour les prochaines grèves.
- Pour l'orientation Front Ouvrier, Contre les syndicats autonomes. Les "syndicats autonomes" isolent et démoralisent l'avant garde
- Les organismes de la grève générale:
Les Comités de grève dans la dernière vague.
Une propagande inlassable pour les Comités de Grève démocratiques.

S O M M A I R E (suite)
=====

CHAPITRE VI

LES MOTS D'ORDRE DE LA GREVE GENERALE

Ce que sont les mots d'ordre transitoires.
Le sens du minimum vital et de l'échelle mobile.
Le sens du Contrôle Ouvrier dans la lutte pour
le pouvoir d'achat. - Contre les actuels "Comi-
tés d'entreprise" - Contre la "gestion" ouvrière.
Les mots d'ordre de la lutte contre l'inflation -
leur axe; le contrôle ouvrier. - Leur nature
révolutionnaire.
Gouvernement Ouvrier - Paysan: arme essentielle
de dénonciation des directions traitres. Sa
formulation actuelle.
L'évolution de la situation politique, de la pe-
tite bourgeoisie, des partis bourgeois.

CHAPITRE VII

CONSTRUIRE UN PARTI CAPABLE DE DIRIGER LES LUTTES
OUVRIERES

INTRODUCTION

Le projet de rapport politique que la minorité propose à la discussion pour le Congrès, est une oeuvre collective. Une discussion collective a laquelle ont participé, outre les membres du Comité Central: Brassamin, Dumas, Favre-Bleibtreu, Frank, Lefèvre, Marin, Maurin, Michèle Mestre, Rodier, Soudran, les camarades Corvin, Minguet, Righetti, et d'autres camarades principalement ouvriers a précédé l'élaboration d'un avant projet qui, terminé le 25 juillet, a été envoyé à un certain nombre de militants.

Ce projet de rapport politique constitue le résultat d'une première discussion large. Tel qu'il est, nous ne le considérons nullement comme définitif, en ce sens que la discussion collective du Parti, permettra de préciser, d'affirmer, d'améliorer une ligne politique qui est sortie victorieuse de l'épreuve des faits.

Pour ces raisons, nous n'avons pas voulu mettre de signatures personnelles au bas de ce rapport, bien qu'il soit évident que les représentants de la minorité au CC et au BP en assume entièrement la responsabilité.

Dans le développement de la discussion préparative au Congrès, un projet de résolution sera élaboré qui rassemblera les signatures des militants d'accord avec la ligne développée dans ce rapport. Notre volonté est de renouveler très largement la composition des organismes dirigeants du Parti, en particulier afin d'associer au Comité Central, tous les militants ouvriers qui, lors de la vague de grève d'avril - juillet, ont fait leurs preuves. Ceux qui ont été capables de diriger les grèves, sont, nous en sommes persuadés, capables de diriger le Parti. Et l'on verra qu'en renouvelant la composition sociale des organismes de direction, ces camarades assainiront l'atmosphère.

Ce projet a volontairement placé l'accent sur les luttes ouvrières, facteur dominant de toute la situation. Bien des problèmes n'ont pu être traités ou l'ont été insuffisamment. L'explication en est donnée par le camarade Corvin qui, après lecture de l'avant-projet, nous écrivait:

"Ce texte est à la fois trop ou pas assez complet. Cela est inhérent à la situation créée par le confusionnisme répandu sur toutes les questions par la direction"

Que les camarades comprennent que l'entreprise de dépolitisation du Parti menée systématiquement par la direction actuelle a nécessité des explications détaillées et longues sur des questions souvent élémentaires.

CHAPITRE I

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA SITUATION INTERNATIONALE

Le cycle des luttes inauguré par la grève Renault d'Avril 47 marque le début d'une nouvelle étape dans le cadre de la période objectivement révolutionnaire ouverte avec la liquidation de la deuxième guerre mondiale.

Quand nous caractérisons cette période comme objectivement révolutionnaire, nous voulons indiquer que si la bourgeoisie a marqué des points sur le plan économique et politique pour améliorer la position qui était la sienne au lendemain de la libération, nulle part en Europe occidentale comme dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, elle n'a réussi à dépasser les cadres d'un équilibre instable.

Dans cet état d'équilibre, son régime de domination politique et sociale peut être mis en danger par le déclenchement de vagues de luttes d'envergure, luttes qui dans la situation présente, ne sont pas seulement probables mais inévitables.

Bien entendu, dans le cadre d'une telle période révolutionnaire non encore close, l'évolution n'est pas rectiligne. La "Libération" a été marquée d'une puissante vague révolutionnaire endiguée par le stalinisme et qui se termina en France avec le début de l'année 1945. Depuis nous avons assisté à une série de variations dans la lutte des classes, de montées et de reculs de la combativité ouvrière, de radicalisation et de dépression.

Cette évolution non rectiligne, mais en ligne brisée, est un caractère général des périodes objectivement révolutionnaires sur le fond desquelles se greffent des étapes de montée (situation révolutionnaire et situation révolutionnaire) pouvant se changer en périodes de reculs et même de contre-révolution si le Parti révolutionnaire se montre en définitive incapable d'exploiter des situations favorables.

Mais ce qui reste important dans une telle période, c'est qu'elle implique par sa nature la mise en avant de notre programme Transitoire dans son ensemble; les luttes économiques des masses lorsqu'elles s'élargissent posent inévitablement des problèmes politiques et sociaux; dans leur cours les masses acquièrent une expérience qui permet la construction du Parti révolutionnaire.

Nous disons que le cycle des luttes en France ouvert par la grève Renault et qui coïncident avec de puissantes vagues de luttes ouvrières dans plusieurs autres pays européens et particulièrement en Belgique, Italie, Hollande, est un nouveau moment, une nouvelle étape dans cette période d'équilibre instable de la bourgeoisie européenne dont les éléments composants peuvent

.../...

être ainsi définis :

A) sur le plan économique

-L'économie mondiale continue à souffrir des conséquences de la guerre, qui a détruit des forces productives énormes et disloqué son unité.

La puissance hypertrophique de l'impérialisme américain, et son expansion aggravent le déséquilibre du reste du monde capitaliste.

Il n'y a pas encore restauration de l'unité du marché mondial et le commerce mondial reste en volume approximativement au niveau de la moitié de celui de 1938 cependant déjà extrêmement contracté.

Ni les pays européens, ni les pays coloniaux et semicoloniaux n'ont encore pu restaurer leur agriculture et leur industrie dans l'état d'avant guerre; ils ne font face aux problèmes de leur économie et de l'alimentation de leurs populations qu'en recourant constamment à l'aide des Etats Unis, grenier, usine et banque de l'ensemble du monde capitaliste.

qui
En ce concerne plus particulièrement l'Europe Occidentale la situation économique se présente actuellement ainsi :

La reprise économique a atteint sur plusieurs points (production agricole, charbon, main d'oeuvre, crédits) des plafonds qui ne peuvent pas être dépassés sans une nouvelle aide américaine, plus puissante et plus continue que dans le passé.

Sans cette aide aucun des pays de l'Europe Occidentale n'est en mesure d'affronter la situation avec ses propres moyens, même pour une période limitée. Avant même l'épuisement des derniers crédits déjà accordés par l'Amérique la situation deviendra non seulement critique, mais réellement catastrophique, aussi bien pour la France, que pour l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre.

Le plan MARSHALL vise essentiellement à éviter dans un avenir prochain l'écroulement économique du capitalisme européen et secondairement d'ouvrir des débouchés à l'économie américaine.

Nous mêmes avons sous estimé le degré d'appauvrissement et la dislocation de l'appareil productif du capitalisme européen.

Mais même dans le cas de l'application intégrale du plan MARSHALL (4 à 5 milliards de dollars par an pendant 4 ou 5 années) chose encore improbable, cette aide n'arrivera pas à produire d'effets sensibles sur l'économie européen avant l'été 1948.

D'autre part il ne faut pas perdre de vue que l'application intégrale du plan MARSHALL n'aurait d'autre résultat que de restaurer dans 4 ou 5 ans l'appareil productif européen à son niveau déjà extrêmement bas de 1938, sans tenir compte qu'entre temps l'expansion américaine limitera de plus en plus le marché

encore ouvert à la production européenne et que la crise de surproduction qui éclatera très probablement aux Etats Unis entraînera avec elle toute l'économie capitaliste mondiale.

B) SUR LE PLAN POLITIQUE ET SOCIAL

Après la première guerre mondiale, les crédits américains qui ont permis la consolidation de l'économie européenne à partir de 1923, commencèrent à affluer à un moment où la bourgeoisie européenne avait déjà repoussé par ses propres forces les assauts des masses, avait étouffé les foyers les plus menaçants (Italie, Hongrie, Allemagne, Balkans) et stabilisé son régime.

Les crédits américains arriveront actuellement dans des conditions essentiellement différentes.

Nulle part en Europe Occidentale même en Grèce où la guerre civile continue, la bourgeoisie n'a été capable d'instaurer un régime stable et de battre d'une façon décisive le prolétariat.

Au contraire c'est maintenant qu'elle commence à subir les assauts revendicatifs des masses qui commencent à secouer la passivité dans laquelle les appareils bureaucratique syndicaux et politique des staliniens et des réformistes les maintenaient.

Le nouveau facteur important de la nouvelle étape c'est précisément ces vagues des luttes ouvrières grandioses qui ont marqué la vie de plusieurs pays de l'Europe Occidentale d'Avril à Juillet de cette année, débordant les plans et la volonté des directions traditionnelles et libérant des forces considérables pour la construction plus rapide du Parti Révolutionnaire.

Ces luttes coïncident avec celles qui durant la même période ont marqué la vie du mouvement ouvrier proprement dit aux Indes, en Chine et au Japon contre la bourgeoisie indigène.

D'autre part le mouvement antiimpérialiste des peuples coloniaux est loin d'avoir été vaincu ou arrêté.

En Indochine la guerre continue sans résultat décisif pour l'impérialisme français qui est également au prise avec le soulèvement de Madagascar et avec l'effervescence qui continue à régner dans toutes les colonies africaines.

En Indonésie les hostilités ont repris.

En Chine la guerre civile s'est considérablement amplifiée, aggravant la crise du régime de TCHANG-KAIⁿ SHEK.

Aux Indes le plan de division britannique qui vise à éterniser la main mise du capital anglais sur le pays, loin d'amener un apaisement, exaspérera toutes les contradictions et développera au sein du mouvement anti-impérialiste la lutte du prolétariat indigène contre la bourgeoisie indigène.

C'est seulement aux Etats Unis que la bourgeoisie a pu passer à une offensive ouverte contre le prolétariat et lui infliger cette défaite qu'est l'adoption de la loi HARTLEY - TAFT .

La trahison des sommets bureaucratiques des syndicats C.I.O. et A.F.L. a permis que la riposte désirée par leur base ouvrière reste jusqu'à maintenant impuissante, limitée, sporadique et sans coordination. Cependant, on a vu, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier américain éclater des grèves de protestations à caractère politique et que dans divers endroits du pays les initiatives se multiplient pour la création d'un Labour Party.

La Bourgeoisie américaine, consciente de ce danger d'affranchissement politique de la classe ouvrière, tâche de canaliser ce courant vers la création d'un troisième parti bourgeois sous la direction de son aile démocratique libérale (Wallace). D'autre part elle n'a pas encore recouru à l'application des lois anti-ouvrières dont l'usage lui paraît prématuré (mines) ou impossible (Ford).

d'équilibre

Le caractère instable dans lequel se trouve encore la bourgeoisie de l'Europe Occidentale se manifeste aussi par le fait qu'alors que toute sa situation réclame plus impérieusement que jamais un régime fort elle est obligée encore de gouverner avec des moyens parlementaires, en s'appuyant sur les Partis Ouvrier, et principalement au stade actuel, sur la social démocratie qui loin de se consolider s'use davantage au profit partiellement du parti communiste.

La lenteur du regroupement extra parlementaire des forces réactionnaires est également très symptomatique, et ni en France, ni en Italie, le danger d'un régime "fort" ne se place dans l'immédiat.

Le passage des partis communistes hors des gouvernements, souhaité et appuyé par l'impérialisme américain, n'a entraîné aucune modification essentielle dans leur politique de collaboration de classes et leur but reste de réoccuper une place dans les gouvernements bourgeois en vue de contrecarrer l'orientation pro-américaine de la bourgeoisie.

C) SUR LE PLAN DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Les rapports ^tinternationaux restent dominés par l'antagonisme U.S.A. - U.R.S.S.

L'échec de la conférence de Moscou a eu comme conséquence un raidissement dans les deux camps.

Les Etats-Unis ont entrepris une politique qui tend à éliminer toute influence prosoviétique et à empêcher toute nouvelle extension de cette dernière dans toutes les parties du monde qui ne sont pas directement occupées ou contrôlées par l'U.R.S.S.

Dans ce but la politique de violence ouverte employée en Grèce, en Iran, en Chine et en Corée, c'est à dire aux points les plus

menacés par la pression soviétique, se combine avec l'emploi des moyens économiques et diplomatiques destinés à incorporer économiquement et diplomatiquement les autres pays dans l'orbite de l'impérialisme américain.

LE PLAN MARSHALL CORRESPOND A CE DEUXIEME ASPECT DE LA POLITIQUE AMERICAINE; en ce sens il représente non un abandon mais le prolongement de la doctrine TRUMAN appliquée dans les pays de l'Europe Occidentale.

La bureaucratie soviétique qui semblait céder vers la fin de l'année passée répond actuellement par la même intransigeance, en ne relâchant nulle part sa résistance, et en resserrant sa mainmise économique et politique sur les pays qu'elle contrôle. Sa résistance constitue indiscutablement une entrave à la stabilisation de l'impérialisme et à la solution de ses difficultés économiques actuelles.

LA GUERRE N'EST PAS POUR DEMAIN

La rupture de la conférence des Trois à PARIS a accéléré la tendance à la cristallisation de deux blocs.

Cependant les fissures et les contradictions dans chaque bloc sont multiples et il serait erroné de conclure que les ponts sont rompus, ou qu'il n'y aura pas sur les bases des positions consolidées par les Etats-Unis et l'URSS, de nouvelles tentatives de marchandage et de compromis.

Bien que la perspective de guerre reste toujours inscrite dans l'évolution de la situation mondiale et que la guerre éclatera inévitablement dans le cas où des révolutions socialistes triomphantes ne renverseraient pas le régime capitaliste, on ne peut cependant pas dégager la conclusion que la guerre est imminente.

Si on tient compte de l'ensemble des conditions économiques, sociales et politiques qui caractérisent la conjoncture internationale actuelle on peut affirmer que la guerre n'est pas pour demain :

a) le capitalisme américain n'a pas épuisé encore ses possibilités d'expansion.

b) l'instabilité extrême du reste de la bourgeoisie mondiale, les luttes qu'entame le prolétariat mondial nulle part encore battu de façon décisive dressent des obstacles puissants dans la course à la guerre.

Tout bien pesé on est obligé de conclure que nous avons probablement devant nous une période relativement longue dans laquelle aucune décision n'interviendra ni sur le plan de la guerre, ni sur le plan de la révolution mondiale - mais qui sera caractérisée par l'instabilité de la bourgeoisie, par de grandes difficultés économiques et politiques, par des convulsions et des crises.

Dans les luttes du prolétariat se lèveront de nouvelles forces révolutionnaires affranchies de la tutelle stalinienne.

Ces forces, nous pourrions les grouper autour du programme de la IV^e internationale pour la construction du Parti Révolutionnaire, à condition que notre politique s'élève au niveau des réalités et des exigences historiques.

Il s'agit, au fur et à mesure que les luttes ouvrières s'amplifient et que l'emprise stalinienne se fait moins étroite, de politiser davantage notre propagande et notre agitation, d'indiquer clairement, audacieusement aux masses les solutions socialistes et révolutionnaires, de démasquer impitoyablement les arguments réformistes des "socialistes" et des staliniens et de démontrer le caractère réactionnaire, trompeur et démagogique de leur politique.

La situation particulière de la France qui marque une avance importante sur les autres pays de l'Europe tant sous le rapport de l'instabilité économique et politique, que par le béveil des masses, place ce pays aux avant-postes de la nouvelle étape dans laquelle nous sommes entrés.

CHAPITRE II

UNE NOUVELLE ETAPE DANS LA CRISE ECONOMIQUE.

Dès avant la deuxième guerre mondiale l'impérialisme français avait une base économique nationale disproportionnée avec sa place dans le monde. Son outillage en grande partie vétuste, ses ressources d'énergie insuffisantes faisaient qu'il était loin derrière les autres grands impérialismes. La productivité du travail y demeurait incomparablement plus basse qu'en Amérique, Angleterre, Allemagne, tant dans l'industrie que dans l'agriculture où les méthodes de travail restaient archaïques. Sa richesse nationale stagnait depuis 1913 ainsi que son revenu national. Les importations dépassaient toujours les exportations. Cette stagnation amenait un recul par rapport à l'Allemagne, et surtout par rapport aux U.S.A., recul qui n'était pas que relatif mais absolu comme en témoignait la régression du marché français, de la population, de la culture etc.

La production industrielle par travailleur était de 922 dollars en France, 1125 en Grande Bretagne, 3840 aux U.S.A.

Un producteur agricole nourrissait 15 personnes environ aux U.S.A. contre 5 en France.

Sa place de grand impérialisme n'était sauvegardée que par la consommation des intérêts des capitaux placés à l'étranger ("impérialisme rentier") par l'exploitation des colonies et le maintien du partage du monde réalisé après la Ière guerre mondiale. Pour ce maintien un grand effort devait se porter sur l'entretien d'une force militaire permanente qui absorba une grande partie du revenu national.

La deuxième guerre n'amena pas seulement une brusque et très lourde destruction de l'appareil de production mais de plus révéla les véritables rapports de force entre les impérialismes et tendit à remettre chacun d'eux à la place respective correspondant à sa force réelle.

La faiblesse organique, le retard antérieur de l'impérialisme français aggravés par les destructions dues à la guerre et à l'occupation mettent la France parmi les petits pays plus ou moins à la merci des U.S.A.

La guerre et l'occupation amena un désinvestissement intérieur de 10. 000 milliards de francs, en machines, immeubles, moyens de transport etc. ...

Les destructions et la désorganisation due aux opérations militaires rejetèrent pendant quelques mois la production à un niveau extrêmement bas (40% environ de 1938 pour août 1944).

Depuis, nous avons assisté à un développement de la production qui atteint 85 - 90 % de 1938 dans le 1er semestre de 1946. Mais ce niveau n'a pas, dans l'ensemble, été dépassé ensuite. Le plan MONNET devait remettre l'impérialisme français en posture de puissance comptant sur le marché mondial. Aujourd'hui il n'en est plus guère fait mention. "L'expérience BLUM" a été inaugurée d'une façon encore plus bruyante - elle a duré moins longtemps que les affiches qui la glorifiaient.

Dans le Parti la majorité voyait une "crise d'assainissement" qui stabiliserait encore davantage la situation économique de la bourgeoisie française. En fait aucune crise de ce type avec chute des prix de gros n'a eu lieu. Au contraire le rythme de l'inflation s'est accentué, l'inquiétude règne dans les milieux dirigeants et l'appel à l'aide américaine est de plus en plus angoissé.

D'après les mêmes théoriciens les luttes ouvrières, "de nature purement économiques" étaient directement liées à la production. La stagnation de la production leur faisait prévoir une période de calme dans la lutte de classes. Ceci était "prévu" 4 jours avant la grève RENAULT ...

LA REPRISE. Le marché qui la conditionna

Pour comprendre la reprise il ne faut pas oublier que les capitalistes produisent pour le profit dont la réalisation nécessite l'existence d'un marché absorbant les marchandises.

1) Le marché intérieur fut constitué, en ce qui concerne la production des moyens de production, par les entreprises ayant besoin de renouveler leur équipement et qui possédaient une certaine masse financière de réserve. Ceci, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, tant pour les machines que pour les bâtiments détruits.

En ce qui concerne les objets de consommations : malgré la faiblesse de leurs revenus les ouvriers étaient obligés d'acheter un minimum d'objets fabriqués dont ils se trouvaient entièrement dépourvus (vêtements, mobiliers etc.) Un très vaste marché noir fonctionna pour une large clientèle qui avait amassé des sommes importantes dans la spéculation.

2) La pénurie de produits fabriqués en Europe et dans les colonies ouvrit un marché d'exportation. Du fait de la disparition de la concurrence italienne, japonaise et surtout allemande et de l'absence à ce moment de la concurrence américaine, l'Europe dut accepter les prix français pourtant trop élevés.

3) Un des marchés les plus importants qui commanda la reprise fut celui que créa l'Etat. Celui-ci, par des commandes directes pour la reconstruction, par le jeu des subventions de reconstruction ou de déficit, par le financement de toutes les entreprises nationalisées créa le marché de la reprise qui fut ainsi en grande partie une reprise "étatique". Cette reprise financée par l'Etat se paie aujourd'hui par l'inflation.

LE PLAN MONNET. EFFORT DE STABILISATION.

Le plan MONNET avait comme ambition de systématiser cette reprise et de l'orienter de façon qu'une partie importante des moyens de base de la production (matière première, énergie, main-d'oeuvre, devises, etc. ...) soient utilisés pour le rééquipement de l'industrie et de l'agriculture française. La consommation des masses restant au même niveau, la production améliorant les moyens de production ferait "boule de neige" pour atteindre en 1950 le niveau de 1929 plus 25%, ce qui par rapport aux U.S.A. serait encore très modeste mais permettrait néanmoins de sauvegarder l'indépendance de l'économie française et le contrôle économique des colonies.

Le plan MONNET aurait permis, grâce à des investissements de l'ordre de 2.200 milliard de francs effectués moitié par l'Etat, moitié par les capitalistes, non seulement de reconstruire mais de rattrapper une partie du retard de l'équipement de base de l'impérialisme français par rapport à l'Angleterre et aux U.S.A.; c'est à dire d'augmenter la productivité générale de l'industrie et de l'agriculture.

Il est clair qu'on ne pourra parler de stabilité économique de l'impérialisme français que lorsque, précisément, cet objectif sera atteint et même largement dépassé. En effet l'économie française ne fonctionne pas dans le vide et pour elle-même mais dans le cadre du marché mondial et par rapport à lui. Que les prix français, à cause du faible rendement de l'appareil de production, continuent comme aujourd'hui à être démesurément plus élevés que les prix mondiaux et ni le marché extérieur ni le marché intérieur ne pourront être sauvegardés. Que l'approvisionnement en matière première, en énergie et en produits d'alimentation demeure tributaire essentiellement des importations, c'est à dire des crédits américains et à nouveau ni le marché extérieur, ni les colonies, ni même le marché intérieur ne seront garantis.

L'EFFORT POUR DIRIGER L'ECONOMIE.

C'est pourquoi l'idée de tendre tout les efforts de la nation vers la reconstruction et la modernisation fut la préoccupation dominante des gouvernements et des partis servant la bourgeoisie depuis la "libération". Le plan MONNET ne fut qu'un essai de fixer d'une manière systématique la marche de l'économie de façon qu'une partie du revenu national ne soit pas consommé mais économisé sous forme d'équipement, machines, moyens de transports, etc... Pour cela l'ensemble de la production doit être planifiée par la fixation des salaires, par le maintien du rationnement, par le contrôle des prix par la répartition des matières premières et des crédits donnant une priorité aux productions et aux importations nécessaires à la production de moyens de production. En un mot grâce à un contrôle général de la production et de l'économie, on imposerait la réalisation du plan par l'attrait des prix préférentiels et de subventions, combiné avec la contrainte de la police économique.

Cette nécessité d'un contrôle général de l'économie en vue du rééquipement, s'exprima dans tous les documents officiels. L'inventaire des ressources et des besoins de l'Etat français établi par le ministre des finances SCHUMAN débute en insistant sur l'idée qu'étant donné la faiblesse des ressources il faudrait les utiliser avec une méthode rigoureuse qui maintiendrait en France une "économie de guerre". Ramadier déclara qu'il fallait réaliser "un new deal". Les offices professionnels, le contrôle des changes et du crédit sont en fait des copies des comités d'organisation du nazisme.

L'expérience BLUM de baisse des prix est une réédition exacte de la même expérience "dirigiste" faite en ALLEMAGNE sous HITLER (baisse de 5 puis de 10 % de tous les prix).

LA FAILLITE DE L'ECONOMIE DIRIGEE.

LE NOM REEQUIPEMENT.

Cette orientation "d'économie de guerre" de "NEW DEAL", de "planification" et de contrôle fut un faillite.

Cette faillite se manifeste par le fait fondamental que son objectif - le rééquipement - n'a pas été atteint. La reprise n'a pu dépasser un plafond et le prix de cette reprise se paye maintenant par une désorganisation plus profonde dont l'expression la plus lourde de conséquence est une tendance inflationniste que jusqu'à maintenant rien n'a pu supprimer.

Sur le plan de rééquipement en 1945 non seulement il n'y a pas eu accumulation de capital mais il y a eu continuation du désinvestissement, c'est-à-dire usure et destruction de l'outillage supérieur à la production d'outillage.

En 1946 usure et production d'outillage s'équilibrent. En 1947 étant donné le plafonnement de l'économie le résultat doit être à peu près semblable. Depuis la libération il y a eu peu de reconstruction et de rééquipement pour l'ensemble de l'économie.

A ce désinvestissement intérieur s'ajoute la liquidation de la quasi totalité des réserves en devises fortes, en avoirs à l'étranger, la diminution très grande du stock d'or ainsi que l'endettement en dollars.

En somme le capitalisme français a épuisé ses réserves pour le fonctionnement de son appareil de production sans pouvoir en retirer la partie nécessaire au fonctionnement de demain, c'est-à-dire sans pouvoir renouveler d'une façon importante - comme la situation l'exige - cet appareil de production. C'est dans le fond le secret de la "reprise" : manger les dernières réserves et s'endetter pour faire marcher au jour le jour l'économie.

LES CAUSES DE LA FAILLITE DE L'ECONOMIE DIRIGEE.

En gros on peut voir deux causes générales à cette faillite. La première est la faiblesse de l'appareil productif, le manque

de matières premières, d'énergie de main d'œuvre et la faiblesse des réserves antérieurement accumulées. La seconde l'incapacité à comprimer la lutte des classes.

1) En effet les capitalistes ne se mettent pas au travail avec la volonté idéaliste de réaliser le plan mais par nécessité de réaliser des profits. pour cela il faut un marché pour écouler leurs produits. Or, nous l'avons vu, l'Etat a constitué par ses commandes et ses subventions une grande partie de son marché. Ce marché "étatique" est un des aspects de "l'économie de guerre" et du "NEW DEAL" : L'économie en crise ne trouvant plus de débouchés normaux, l'Etat intervient pour les créer en s'endettant. Mais la différence fondamentale tient en ceci que le capitalisme américain a pu faire une expérience de NEW DEAL en puisant dans les immenses richesses accumulées dans le passé alors que le capitalisme français a bien vite vu la fin de ses réserves et a dû recourir à l'émission de prairie et de monnaie qui a amené l'inflation et ces séquelles.

L'économie nazie de guerre reposa aussi sur les commandes de l'Etat; mais si les réserves du capitalisme allemand étaient très petites, par contre son appareil de production était excellent; surtout la dictature fasciste permettait en comprimant la lutte des classes, de masquer l'inflation pure et simple sous la forme d'une énorme inflation de crédit qui devait être couverte par la victoire et ses butins.

L'Etat français ne reposant ni sur des réserves immenses, ni sur la dictature fasciste risque fort de payer très cher demain ses prodigalités d'hier.

2) La deuxième cause est un autre aspect de la même situation. Le contrôle, l'orientation et la "planification" de l'économie se fait au profit essentiel des plus gros capitalistes, du capital financier. Dans chaque branche d'industrie au profit du plus gros; à l'échelle nationale au profit des trusts. Le prolétariat doit accepter les bas salaires, les petits et moyens bourgeois des bénéfices rapetissés (grâce à tout un système de contrôle des salaires et des prix, de répartition de matière première et du matérielle, des impôts, etc. ...)

générale
Plus la pauvreté est grande, plus ce phénomène est visible. Plus donc il faut tenir les travailleurs et les basses couches bourgeoises à la gorge. Pour être efficace ce contrôle nécessita la dictature fasciste en Allemagne. En France la lutte des classes est un obstacle encore insurmonté pour réaliser "l'économie de guerre" en temps de paix.

LES SOURCES DE CRISE ET D'INFLATION SOUS LA REPRISE.

Ces causes -faiblesse de l'appareil de production, pauvreté des réserves, luttes de classe et faiblesse de l'Etat- se manifestèrent concrètement sous les formes suivantes.

I - le marché capitaliste se trouve restreint par la dissimulation ou l'épuisement des réserves des entreprises. Par la baisse du pouvoir d'achat des masses. Par le fait que les pro-

roduits anglais ou americains, les exportations n'augmentent plus et que les commandes a l'exportations baissent considerablement, ce qui se sentira tres vivement dans les mois a venir.

Le marche colonial a ete depuis la guerre considerablement restreint. D'une part a cause de la lutte anti-imperialiste des colonies, d'autre part parce que durant l'occupation les allies supplanterent la metropole dans les echanges commerciaux avec la France. Depuis la France a ete incapable de remonter ce courant.

Le marche etatique diminue (diminution des investissements pour le plan Monnet) a cause de ses dangereux effets inflationnistes. Ainsi la construction d'immeubles est quasi stoppee (avec tous ses contre-coups) car l'Etat n'avance plus les fonds necessaires.

2- Le controle etatique a ete incapable de restreindre la speculation qui a pour effet de soustraire une partie de la production et des ressources non seulement a l'impot mais surtout au reequipement de base. Le marche noir en est un aspect. Le stockage de marchandises et d'or (du au manque de confiance dans le billet de banque francais) un autre.

La production d'objets de consommation -et surtout de ceux destines au marche noir est tres sensible notamment dans l'agriculture.

Les capitaux vont surtout aux actions des entreprises de commerce ou d'objet de consommation. Mais pas aux obligations d'Etat a long terme.

Le nombre des intermediaires improductifs augmente considerablement sans etre de loin compense par l'augmentation du nombre des faillites (signe et cause "d'assainissement" pour l'actuelle majorite).

3- Le controle etatique a ete incapable de juguler la hausse des prix. Il a du ceder en partie devant la pression de la petite et moyenne bourgeoisie (manifestation de petits commercants).

De toutes facons avant meme de reculer "officiellement" il etait deja et depuis longtemps submerge par le marche noir tant en ce qui concerne la repartition des matieres premieres qu'en ce qui concerne la fixation des prix.

Et surtout malgre tout l'appui des staliniens il n'a pu contenir plus longtemps la lutte ouvriere qui porte un coup non negligeable a la stabilite generale de l'economie.

4- L'inflation expression generale de la crise francaise doit attirer tout particulierement l'attention du parti. Il aura vraisemblablement a y repondre concretement par des campagnes sur des mots d'ordre appropries dans les mois a venir.

LA TENDANCE INFLATIONNISTE

Les dépenses de la guerre et de l'occupation amenerent une augmentation considerable de la circulation monetaire. Cependant l'augmentation de la production, une hausse limitee des prix, l'echange des billets et l'emprunt de la liberation realiserent un certain equilibre entre la circulation monetaire et la valeur de la production.

Mais la hausse des prix des moyens de production (qui se repercute sur tous les prix) la hausse des prix d'objets de consommation en quantite insuffisante, l'enormite du budget de l'Etat et de son deficit, le fait que l'Etat par ses subventions (houille, pain, viande, etc..) par ses indemnites, par ses commandes, par la couverture du deficit des entreprises nationalisees financa en partie la reprise, amenerent une poussee inflationniste tres importante, elle meme source de hausse, de desequilibre budgetaire, de speculation et de lutte de classe.

Aujourd'hui, l'Etat ne pourrait liquider cette inflation que si la production redemarrait et s'il obtenait des gros emprunts a long terme. Or l'inflation elle meme freine ce redemarrage.

L'Etat a tente d'equilibrer son budget de facon à n'avoir plus recours aux avances de la Banque de France ; mais la hausse des prix et des salaires, ruine sans arret cet equilibre, il a reduit les frais de la reconstruction et les importations d'equipement. Mais par la il freine la marche en avant de la production. Il a essaye de camoufler l'inflation par le credit, mais celui-ci est a court terme, ce qui signifie qu'a des echeances rapprochees l'Etat doit faire face par l'augmentation de la masse monetaire. Cette inflation de credit se trouve accentuee par le fait que les capitalistes prives, ayant epuise leurs reserves ou preferant les conserver sous forme de stock et d'or, font eux aussi des emprunts aux Banques pour la marche de leur entreprise.

Cette inflation - en l'absence de l'augmentation de la production et d'emprunts massifs - se nourrit maintenant d'elle meme par la hausse des prix qu'elle provoque. Elle amene en meme temps l'enrichissement d'une poignee de specuh teurs et de capitalistes, la baisse du pouvoir d'achat des masses, source des luttes ouvrieres .

Nous pouvons donc dire qu'aujourd'hui sur le plan de la lutte des classes, somme sur le plan economique, nous nous trouvons a un tournant ; devant une nouvelle etape : Faillite

de "l'economie de guerre" pour la reconstruction, ouverture d'une periode inflationniste, voila le bilan essentiel de la reprise de l'economie francaise,

LA NOUVELLE EEAPE ET L'AIDE AMERICAINE

Quelle influence aurait l'application du plan MARSHALL sur la marche de l'economie francaise : (ou une aide americaine sous une autre domination ?)

Jusqu'a present les prêts americains ont beaucoup plus permis l'alimentation de la population et la marche journaliere de l'economie, qu'un reequipement, et un retour a la stabilisation.

Quant au plan Marshall les conditions dans lesquelles il se fera seront decisives pour ses consequences. Sera-t-il accorde a l'Etat ou aux industriels ? Aura-t-il pour condition la main mise de fait sur les Colonies ? Plus encore ne signifiera-t-il pas une main mise sur une partie du marche interieur francais ? Autant de questions dont les reponses auront des repercussions sur la vie economique et politique du pays.

Ces prêts auront vraisemblablement pour effet de reanimer la vie economique en faisant redemarrer quelque peu la reconstruction. Les prêts americains joueraient le role des credits etatiques, dans la periode que nous venons de traverser depuis la liberation. Mais cela ne signifie pas obligatoirement l'amelioration du pouvoir d'achat des masses qui devront continuer a lutter pour l'obtenir. D'autre part, une crise aux U.S.A. aurait un retentissement plus immediat et plus profond sur l'economie francaise.

Il ne faut pourtant pas minimiser l'influence de l'aide americaine. Car sans son intervention l'acceleration de l'inflation et la hausse des prix, en freinant la production, aboutiraient au krach financier.

Mais il faut comprendre qu'elle ne pourra resoudre la crise des economies europeennes car elle ne leur assurera pas l'essentiel c'est a dire un marche dont l'imperialisme americain lui meme a, au contraire, le plus grand besoin.

De toute facon, cette aide ne semble pas devoir - si elle est accordee - porter ses fruits avant l'ete de 1948 et, entre temps, il est a prévoir que l'inflation continuera-a jouer et a etre source de conflits sociaux.

La conclusion de ce bref examen de l'economie française est indubitablement pour les mois à venir

- hausse accélérée des prix
- baisse du pouvoir d'achat des masses.

Dans le rapport de forces actuel entre les classes, le Parti doit en déduire la proximité de larges luttes et s'y préparer.

CHAPITRE III

LA NOUVELLE ETAPE DE LA LUTTE DES CLASSES EN FRANCE

La situation de l'économie française démontre pleinement que la bourgeoisie française n'a pas réussi à surmonter la crise ouverte par la deuxième guerre mondiale.

En France, la nouvelle étape dont nous avons vu les caractères à l'échelle internationale a pris sa forme la plus poussée. Depuis le début de 1947, sur le fond d'un plafonnement de l'économie à un niveau ne permettant pas à l'impérialisme français de reprendre sa place dans la concurrence internationale, deux vagues de grève se sont déclanchées, dont la deuxième a embrassé la plupart des corporations, prenant par son ampleur un caractère de heurt de classes qui est le plus important, après juin 36, que le prolétariat français ait connu.

Pour la première fois depuis la libération, le véritable rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie s'est clairement manifesté. Le Parti stalinien avait réussi depuis Aout 44 à comprimer les rapports sociaux et à différer l'éclatement des grèves. On peut considérer que cette période de stabilité sociale assurée par le stalinisme a pris fin.

QUELS SONT LES ELEMENTS DE CETTE NOUVELLE ETAPE ?

La capacité de lutte des masses s'est développée. La plupart des secteurs ouvriers se sont engagés dans la lutte et ont renoué avec la grève. Particulièrement symptomatique a été la grève générale des cheminots, qui, en moins d'une semaine a balayé de la conscience des cheminots l'hypothèque de la défaite de 1920, dont le poids pendant 27 années avait empêché cette corporation de reprendre la lutte (même en juin 36).

Deux vagues de grèves ont mis à l'épreuve tout ce que l'idéologie stalinienne avait pu introduire de falsification réactionnaire dans la conscience des masses.

Victorien Duguet pourrait difficilement expliquer aux mineurs aujourd'hui, que la grève est l'arme des trusts.

N-aguère, encore promoteurs de la théorie bourgeoise du cycle infernal des prix et des salaires, les staliniens sont contraints non seulement de l'abandonner, mais de ruiner le regain de crédit qu'ils lui avaient donné.

Personne ne se fait plus d'illusion sur le blocage ou la baisse des prix après l'échec de la manœuvre de diversion de BLUM.

Les résultats pratiques de 3 années de collaboration de classes, d'intégration du P.C.F. et des grandes organisations ouvrières dans l'appareil de l'Etat sapent les illusions parlementaires et le mensonge reformiste d'une conquête pacifique de l'Etat.

- Les ébauches de "Démocratie nouvelle" qui existeraient dans le pays quand les staliniens sont au gouvernement c'est CROIZAT sabotant les grèves, Marcel PAUL maintenant à tous les postes de commande de son ministère les agents du grand capital, ce sont les nationalisations capitalistes qui sauvegardent le profit des "trusts sans patrie" malgré les déficits d'exploitation.

- Toute l'idéologie du "PRODUIRE D'ABORD" est battue en brèche par la stagnation économique et par l'activité accrue des masses.

Sur la base de l'échec de la politique de production il devient difficile au P.C.F. de faire avaler aux masses de nouveaux sacrifices au nom de "l'indépendance nationale".

C'est la prise de conscience nouvelle du prolétariat dans la possibilité et la nécessité de son action autonome qui représente le facteur déterminant de la nouvelle étape des luttes de classe en France.

Contraignant le parti stalinien à quitter le gouvernement pour conserver son crédit sur la classe ouvrière et pour avoir les mains libres dans son action contre-révolutionnaire, la lutte des masses a créé par la même de nouveaux rapports entre la bourgeoisie et le parti stalinien.

La bourgeoisie a utilisé le virage stalinien pour essayer de lever l'hypothèque du contrôle du P.C.F. sur certains secteurs de son appareil d'Etat. Surtout pour des motifs internationaux, elle essaie de se passer d'eux au gouvernement. Ayant une conscience parfaite de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme la bourgeoisie sait que dans "l'opposition" comme au gouvernement le P.C.F. est un parti de collaboration de classes qui ne mettra pas en péril sa domination de classe.

Les premières grandes luttes de masses ont démontré toute la capacité de combat du prolétariat français. Elles ont été complètement vérifiées la justesse de la stratégie développée par l'actuelle minorité sur le DEBORDEMENT DANS L'ACTION DE L'APPAREIL TRAITRE.

Nous indiquions dans notre texte du précédent congrès que c'est dans l'action et seulement dans l'action que la classe ouvrière ferait l'expérience du stalinisme et prendrait conscience de la nécessité d'une nouvelle direction. Nous indiquions également cette idée essentielle que la prise de conscience ne pourrait pas se faire dans une première expérience, mais qu'il fallait envisager une longue suite de combats, de succès, de demi-défaites, de demi-succès, avant que la classe ouvrière et son avant-garde n'adoptent notre programme et nous reconnaissent comme direction. Ce serait manifester une profonde ignorance que de croire que staliens et réformistes vont du jour au lendemain perdre tout crédit dans la classe ouvrière. La marge de manoeuvre - particulièrement des premiers - est encore suffisante pour qu'ils puissent aujourd'hui encore garder dans l'ensemble le contrôle sur le mouvement des masses. Il faudra de longues et dures batailles avant que la classe ouvrière prenne ouvertement conscience de la trahison des grandes organisations traditionnelles.

Ceux qui estiment que cela constitue l'indice d'un bas niveau de la classe ouvrière manifestent par là, leur mépris et leur ignorance petite bourgeoise à l'égard des masses. En effet, comment peut-on concevoir, si ce n'est en les méprisant totalement, que des ouvriers perdant confiance en ceux qu'ils considèrent depuis des années comme leurs dirigeants, affluent en masse vers le P.C.I.?

Au contraire, le premier réflexe de l'ouvrier qui réfléchit est un réflexe de retrait, même s'il a de la sympathie pour notre politique.

Ce réflexe est sain, car c'est au P.C.I. à faire la démonstration dans l'action, non seulement de la justesse de son programme et de ses mots d'ordre, mais aussi de l'EFFICACITE de ses méthodes de combat. En un mot, il faut que nos militants dans les usines et que le Parti dans son ensemble apparaissent comme une direction effective des luttes.

Les perspectives de recul, de bas niveau de la classe ouvrière et la défiance de la majorité à l'égard de sa capacité de combat ont gaspillé les riches possibilités que les récentes grèves offraient au Parti. Dans les luttes qui inéluctablement éclateront, ces erreurs liquideraient toutes les possibilités et condamneraient ainsi le prolétariat français à une défaite certaine.

Le rôle de la nouvelle direction issue du IVème Congrès sera d'effectuer un redressement complet du Parti, afin de le rendre apte à réaliser ses tâches de direction des luttes ouvrières. Ceci suppose d'abord une claire appréciation de la nouvelle étape comme une étape de grandes luttes ouvrières.

Mais ceci ne signifie nullement que nous en avons fini avec le stalinisme. Le PCF, hors du gouvernement, s'est montré capable

....de reprendre la tactique traditionnelle de JOUHAUX qui consiste à ne pas s'opposer ouvertement au mouvement des masses, quand la pression est trop forte, à faire semblant de l'impulser, à en prendre la tête pour mieux l'étaler, le canaliser et l'enliser. La faiblesse de notre Parti et les assises encore très larges du stalinisme détermineront des rythmes lents dans le développement de la crise sociale en France, compte tenu de la possibilité d'explosions où la conscience politique des masses peut faire des bonds en avant.

LE STALINISME PRINCIPAL FREIN CONTRE-REVOLUTIONNAIRE

Briser, de grève, auxiliaire de la bourgeoisie le P.C.F. est passé depuis 1933 "définitivement du côté de l'ordre bourgeois". Le stalinisme est dans la crise révolutionnaire ouverte par la deuxième guerre impérialiste le principal rempart du système capitaliste.

Il en a fait la démonstration absolue dans le glacis où toutes les conditions étaient réunies pour la disparition du capitalisme. Le stalinisme y a consciemment maintenu le système capitaliste.

Passant à côté de cette démonstration, deux conceptions erronées se sont développées dans notre Parti.

La première est celle de l'actuelle majorité, résumée par le camarade SCHARTZ dans sa thèse du troisième Congrès, thèse qui reconnaît aux partis staliniens un rôle progressif et anti-capitaliste:

"Dans l'immédiat une chute rapide du PCF serait dangereuse, car c'est la réaction qui en profiterait (avant tout, étant donné que nous n'avons pas assez de poids pour le moment pour faire la relève du stalinisme)". Dans cette formule algébrique et anti dialectique se cache toute la "logique" de la capitulation de notre majorité devant le stalinisme. Dans cette logique la "tâche CENTRALE de la IVème Internationale" n'est plus "d'affranchir le prolétariat de sa direction traître" mais de veiller à empêcher la chute rapide du PCF; alors qu'il est clair que le renforcement du PCI passe par l'affaiblissement et la chute du PCF, que celui-ci ne peut jouer aucun rôle de défense effective des masses et que le maintien d'un Parti Staliniens fort, c'est la certitude de défaites décisives de la classe ouvrière. Qu'en conséquence; la lutte acharnée du PCI contre le stalinisme "Syphilis du mouvement ouvrier" est l'un des aspects essentiels d'une défense contre "la réaction".

Dans la "logique" majoritaire le PCI devient l'appendice gauchiste du PCF, qu'il met en garde contre son "glissement à droite", qui veut arrêter "THOREZ sur la pente" suivant les inoubliables formules de "LA VERITE".

Sans une juste appréciation du stalinisme, sans un combat décidé contre lui, le Parti ne pourra s'enraciner dans la lutte des masses.

D'un autre coté le camarade CHAULIEU dans sa résolution sur l'URSS traitant de la nature sociale du stalinisme écrit:

" La classe bureaucratique en URSS, les couches bureaucratiques entraînant de se cristalliser dans le glacié, forment la base matérielle du stalinisme mondial exprimé dans les pays capitalistes par les partis communistes. En vérité, le stalinisme n'est devenu à l'issue de cette guerre un facteur si puissant que parce qu'il est venu recouper à l'intérieur d'un grand nombre de pays les tendances sociales propres nées du pourrissement du capitalisme. Cette base sociale - couche d'aristocrates ouvriers, de bonzes syndicaux, et de techniciens en France et en Italie par exemple, petites bourgeoisies, lepenisées en Europe Sud-Orientale, bourgeoisie nationale de plusieurs colonies"

Ainsi pour CHAULIEU, les Partis Communistes dans les pays capitalistes représentent une nouvelle formation sociale, une nouvelle classe en voie de constitution, antagoniste aussi bien de l'impérialisme que du prolétariat.

Pour CHAULIEU, une classe peut donc se définir, non pas par sa position dans les rapports de production, mais par sa position dans la consommation du revenu national. C'est là une notion expressément condamnée par MARX. En outre, la caractérisation de la base sociale du stalinisme en France " par exemple " (techniciens, bonzes syndicaux, aristocrates ouvriers) est une pure fantaisie tirée du crâne de son auteur.

Mais, cette erreur d'appréciation sur un problème aussi décisif que le stalinisme, ne peut surtout entraîner que des erreurs désastreuses dans notre stratégie et tactique de lutte CONTRE LE STALINISME.

Si le Parti Communiste Français est une nouvelle classe en formation, alors toutes les organisations qui en dépendent, ou qu'il contrôle représentent des composants organiques de cette nouvelle classe et de sa domination future. Ainsi les syndicats peuvent être comparés à l'armée impérialiste, c'est à dire à un corps constitué par l'ennemi de classes, dans lequel on doit faire un travail de désagrégation.

Cette théorie grossièrement erronée représente, en fait, une justification nouvelle de la vieille tendance des sectaires et des ultra-gauchistes à tourner le dos aux organisations ouvrières de masses que sont les syndicats pour s'engager dans la voie de la scission syndicale et de la constitution de " Syndicats " autonomes comme le fait le groupe de l'Union Communiste.

LE PARTI STALINIEN, loin d'être l'organe d'une nouvelle classe est un PARTI OUVRIER DEGENERÉ, REFORMISTE D'UN TYPE NOUVEAU.

Si sa politique générale s'explique par sa liaison avec la bureaucratie du Kremlin, son rôle objectif est de renforcer la bourgeoisie nationale contre le prolétariat et non de préparer

.. une quelconque révolution bureaucratique qui mettrait au pouvoir une nouvelle classe.

Le Parti Stalinien est un Parti OUVRIER par son origine, par sa base sociale, parce qu'il est un groupement indépendant d'ouvriers et de certaines couches de la petite bourgeoisie, contrairement à une organisation comme la créée par la bourgeoisie pour encadrer la jeunesse ouvrière.

Le Parti Stalinien est un Parti REFORMISTE parce qu'il développe sa politique sur le plan de la collaboration de classes, entretenant l'illusion d'une amélioration possible du sort de la classe ouvrière dans le cadre du système capitaliste; très caractéristique est à cet égard sa "théorie" de la réalisation du socialisme par une conquête pacifique de l'Etat Bourgeois (Démocratie Nouvelle).

P.S. Le Parti Stalinien est un Parti Réformiste parce que comme le c'est une courroie de transmission de l'idéologie, bourgeoise et des illusions petite bourgeoise dans la classe ouvrière.

Le Parti Stalinien est un parti réformiste d'un TYPE NOUVEAU parce qu'il exprime non seulement les intérêts de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers mais surtout ceux de la diplomatie du KREMLIN.

Le Parti stalinien ne représente pas une force autonome au dessus des classes; sa force réside exclusivement dans la force révolutionnaire de la classe ouvrière qu'il détourne de sa voie. Son avenir est déterminé en définitive, par la lutte des deux classes fondamentales; bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie écrasant le prolétariat le parti stalinien serait liquidé comme le fut la social démocratie allemande. Le prolétariat écrasant la bourgeoisie lui aussi liquidera le stalinisme. Mais la liquidation révolutionnaire de la bourgeoisie présuppose une lutte acharnée du prolétariat contre le parti stalinien pour lui enlever le contrôle des masses.

BILAN DES LUTTES OUVRIERES

DEUX POLITIQUES A LA LUMIERE DE L'EXPERIENCE

En quelques semaines le mouvement des masses a réduit en poussière toutes les positions que la direction actuelle du Parti développait depuis des années. Qui aujourd'hui oserait parler du bas niveau, du reflux ouvrier, de l'incapacité pour les ouvriers d'engager spontanément de grandes luttes sans Parti Révolutionnaire, du pourrissement des bases sociales de la Révolution Proletarienne, c'est-à-dire de la décomposition de la capacité révolutionnaire du prolétariat? Et pourtant c'est sur une telle analyse que la majorité opportuniste s'est constituée et a pris la direction. Pas d'autres explications à la crise du Parti et à la décomposition de sa direction.

Prenant son point de départ dans les couches périphériques de la classe (employés, postiers, imprimeurs) le mouvement de masses dans cette année 1947 a embrassé la plus part des secteurs ouvriers et presque toutes les corporations, finissant par gagner les prolétaires des campagnes. Le tournant dans la conscience des masses s'est exprimé lors de la première vague de Janvier-Février 1947 où pour la première fois plusieurs corporations se sont engagées dans la lutte. Particulièrement importantes ont été les grèves de la métallurgie Parisienne. Pour la première fois depuis la Libération de grosses entreprises métallurgiques entraient en action contre leur direction ouvrière traître.

Incapable par son opportunisme d'apprécier correctement la signification des mouvements de Janvier-Février, le responsable politique de la majorité, PARISOT, écrivait le 21 Avril :

" Mais cette évolution nous a donné à nous mêmes une leçon de réalisme révolutionnaire. Nous attendions des luttes ouvrières revendicatives et qui pourraient atteindre " des proportions grandioses " C'est là qu'était notre erreur. Nous n'avons pas péché par pessimisme mais par optimisme exagéré. Pourquoi? Pour nous le développement des luttes ouvrières dépendait de la reprise économique. Notre appréciation générale que les luttes étaient liées à la reprise économique s'est trouvée confirmée. En effet, de deux choses l'une: Ou bien, le développement des luttes correspond à une montée révolutionnaire prolétarienne et alors toute difficulté éprouvée par la bourgeoisie pousse la classe ouvrière en avant, ou bien, les luttes sont liées à la reprise économique et la stagnation économique ne favorise pas l'élargissement des luttes. Le fait est que, au plafonnement de l'économie qui s'est étendu aux derniers mois, a correspondu une stagnation des luttes ouvrières, par conséquent nous avons eu une vérification négative de la justesse de notre analyse".

Quatre jours avant la grande vague de grèves ouverte par RENAULT la perspicacité politique du Secrétaire Politique de notre Parti a ainsi donné toute sa mesure....

La majorité s'est trouvée amenée à de grossières erreurs par son appréciation fautive de la période, par sa défiance à l'égard des possibilités de combat des masses et par la théorie fondamentale sur laquelle elle a vécu depuis le troisième Congrès, à savoir la dépendance automatique des grèves et de la reprise économique: Les grèves sont en rapport étroit, sont " liées directement à la reprise"

Cette position fondamentale ne représente pas autre chose que l'écho de la formule stalinienne "Produire d'abord, revendiquer ensuite". Car si les grèves sont en rapport direct avec la reprise, plus la reprise sera étendue, plus les grèves éclateront; et inversement une reprise insuffisante rend impossible l'extension des grèves. Le plafonnement de l'économie s'oppose à la grève expliquait PARISOT quatre jours avant la grève RENAULT.

Effectivement, l'économie plafonne avec une tendance au fléchissement que nous avons signalée depuis Juillet 1946, mais nous avons

... la démonstration éclatante que le moteur économique des grèves existe depuis 1944 et réside dans la crise structurelle du régime directement issue de la guerre. Cette crise se traduit en particulier par les bas salaires, par l'inflation, par la crise alimentaire par l'absence de chômage et même par la pénurie grave de main-d'oeuvre. par la pénurie d'outillage et par l'absence de stocks; AUTANT DE FACTEURS FAVORABLES A LA LUTTE GREVISTE. Nous ne nions pas et nous AVONS même souligné - que sur ce fond viennois se greffent les oscillations de la conjoncture, MAIS A AUCUN MOMENT CES OSCILLATIONS N'ONT ENCORE CREE LES CONDITIONS DEFAVORABLES A LA GREVE: BAISSSE DES PRIX , STOCKAGE , LOCKOUTS MASSIFS, CHOMAGE ACCRU.

L'explication du non déclenchement des grèves par une théorie d'un économisme vulgaire, cachait l'incompréhension du fait que si les ouvriers ne s'engageaient pas dans les grèves, MALGRE LES CONDITIONS FAVORABLES, C'ETAIT POUR DES RAISONS POLITIQUES résidant dans la confiance faite par les masses à la politique stalinienne. Cette incompréhension de l'importance du frein stalinien, complément de la capitulation devant le stalinisme, exclue toute capacité pour l'actuelle majorité à intégrer le Parti dans la lutte des masses. C'est-à-dire qu'elle condamne l'action ouvrière à s'épuiser en ne lui fournissant pas les perspectives révolutionnaires.

La direction actuelle a établi une opposition artificielle entre grèves économiques et grèves politiques. Nous avons montré depuis la Libération que le seul Parti capable de déclencher une grève politique du fait de son crédit dans la classe ouvrière était le P.C.F. Or, les staliniens craignant avant tout de se voir débordés par l'explosion des masses n'auraient pu en venir là que pour répondre à un acte de force prématuré de la bourgeoisie dont celle-ci a su précisément se garder. (Affaire de la Nouvelle Cagoule M.A.C.). Il est bien évident que nous n'avons jamais pensé ou écrit que dans cette période les masses pouvaient déclencher des grèves politiques ou insurrectionnelles. La direction en nous prêtant faussement une telle position a complètement dénaturé la discussion.

Nous avons expliqué et nous expliquons que les grèves à point de départ économique posent par leur déclenchement même et par leur développement les problèmes politiques et en premier lieu le débordement de l'appareil traître du PCF. Si nous avons péché dans ce domaine, c'est par timidité car nous ne pensions pas qu'en moins d'une semaine la Grève RENAULT allait contraindre les staliniens à quitter le gouvernement.

LES PROBLEMES DU DEBORDEMENT

L'analyse de la minorité actuelle sur le débordement repose en dernière analyse sur la certitude que le prolétariat français dans les conditions de l'après guerre, sera amené à engager des combats lui permettant de briser le carcan bureaucratique des vieux appareils traîtres. Elle repose sur la certitude qu'à travers les luttes grévistes, une avant-garde se sélectionnera, s'élargira et se regroupera autour de nous si nous avons une politique juste. L'expérience a démontré que loin de surestimer la capacité de combat des masses, les "optimistes" que nous sommes l'ont sous-estimée. Dans les trois mois (fin avril fin Juillet) qu'a duré la seconde vague de grève, les masses ont montré qu'elles étaient "mille fois plus à gauche que nous". Bien des fois nous avons pu croire que le mouvement s'épuisait, alors qu'il s'arrêtait à un palier, et que d'autres secteurs ouvriers s'apprétaient à engager le combat.

Aujourd'hui les divergences qui opposaient les tendances du Parti peuvent s'exprimer concrètement. Et c'est à la lumière de cette vague de grève que le Congrès va avoir à tirer les enseignements pour le Parti.

Le déclenchement de la grève Renault a confirmé de la manière la plus éclatante notre politique sur le débordement. Par dessus les appareils bureaucratiques, à pas encore hésitants, les ouvriers de chez RENAULT ont élu un Comité Central de Grève, qui a réussi à imposer la grève à toute l'entreprise. La responsabilité du Parti est telle que dans une large mesure l'échec de la généralisation de la grève au moment de la grève RENAULT est dû à la politique de capitulation constante de notre direction opportuniste devant le stalinisme, qui n'a pas éduqué le Parti dans une délimitation acharnée avec le P.C.F.

La grève RENAULT a démontré les formidables ressources de la combativité des masses. Le Patronat et le Gouvernement ont reculé devant la pression gréviste. Le Parti Stalinienné a été contraint d'opérer une manoeuvre pour conserver le contrôle des masses en apparaissant comme étant en accord avec les revendications pour mieux les trahir. Nous avons indiqué le sens de la manoeuvre stalinienne mais il faut ici l'analyser plus concrètement. Du 25 au 30 avril le P.C.F. a pu espérer écraser par la violence le mouvement RENAULT. Mais la force élémentaire du mouvement était telle, qu'il devint évident que si le P.C.F. ne tournait pas, la grève risquait d'embrasser d'autres secteurs et de se développer directement contre lui. le 30 avril, il vire, sous la pression des masses. Par la modification de sa tactique, il modifie par la même les conditions du débordement. Seul un aveugle peut ne pas accorder d'importance à ce reajustement de sa politique de collaboration de classes. Car, quoiqu'en pense CHAULIEU elle permet au P.C.F. de rester à la tête des mouvements même très larges qui se sont développés par la suite, pour conserver leur contrôle.

Peut-on parler dans les mouvements qui viennent de se développer d'un processus de radicalisation des masses provoqué artificiellement par les staliniens ? En aucune façon, Ce sont toutes les forces de protestation ouvrières qui ont contraint les staliniens à "gauchir" leur politique qui reste fondamentalement axée sur la défense de la paix sociale.

L'analyse des manifestations devant la Chambre des Députés le démontre clairement. Pendant la semaine précédente, le P.C.F. pour les besoins de sa politique de pression sur le Gouvernement et comme exutoire au mécontentement ouvrier, faisait envoyer de multiples délégations de trois ou 4 ouvriers aux Groupes parlementaires. Puis brusquement 800 ouvriers d'HISPANO débrayèrent et manifestent devant la chambre. Le Lundi les deux formes de délégatisme se rencontrent pour manifester devant la Chambre. Quand les staliniens gardent bien en mains les usines comme à BOBIGNY ce sont des délégations de 4 ou 5. Mais chez CAUDRON, à la S.E.V., dans des ateliers de chez RENAULT, chez LATIL, chez UNIC les délégations sont accompagnées de débrayage plus ou moins total. Si dans l'ensemble les staliniens gardent le contrôle de cette manifestation, ils sont néanmoins obligés de faire des concessions à la poussée ouvrière qui indiscutablement a débordé les objectifs fixés par eux.

La grève des ouvriers boulangers Parisiens et celle des cheminots sont à cet égard typiques. Le 2 Juin les ouvriers boulangers contraignent leur direction syndicale à déclencher la grève, et durant toute la grève, quoique possédant une nette perception du rôle traître des dirigeants staliniens, ils les laisserent à la tête de leurs mouvements parce qu'une nouvelle direction ne put se cristalliser en l'absence du P.C.I.

La grève des cheminots démarre de la façon la plus spontanée. Au départ un débordement typique. Les staliniens s'opposent à la généralisation sous des formes voilées; mais quand la grève générale se développe ils ne la désavouent pas afin d'en garder le contrôle et de lui interdire tout développement mettant en péril le régime.

La vague de grève a ruiné complètement la position développée au deuxième Congrès par la majorité actuelle, qui tendait à subordonner le déclenchement et le développement des grèves à la solution préalable de problèmes tels que le ravitaillement des villes par le contrôle ouvrier. Les ouvriers meuniers ont fait grève en pleine crise du pain; le Gouvernement dut céder rapidement. Pour le succès des revendications des cheminots, il fallait arrêter tous les trains y compris les trains de ravitaillement. Et .../

à la généralisation dans tous les autres secteurs. Ce n'est qu'ensuite, dans la liaison intergreve, que les problèmes du ravitaillement et autres, peuvent trouver une solution.

La vague de grève a également réduit en pièces la théorie de l'"offensive de la bourgeoisie" se développant sur la base d'un rapport de forces prétendument favorable à l'imperialisme. RAMADIER en réquisitionnant les meuniers s'est couvert de ridicule, puisque recevant communication individuellement par pneu recommandé, les meuniers ont passé outre et ont continué la grève. Le Gouvernement n'a pas même tenté de renouveler l'expérience dans la grève des cheminots. Dans le gaz et l'électricité la crainte de la réquisition n'a joué aucun rôle si ce n'est de servir de couverture à la politique volontairement capitularde des dirigeants staliniens de la Fédération. Ni eux ni le Gouvernement ne voulaient d'épreuve de forces, les deux camps étaient opposés à la grève. De même les suspensions prises par le Ministre socialiste THOMAS contre les postiers en grève, ont été immédiatement levées, non par bonté d'âme, mais par crainte de l'agitation que ces 4 suspensions engendraient dans la Fédération Postale.

L'analyse des problèmes du débordement, capitale pour la construction du parti, n'a été pour la Direction actuelle qu'un sujet de plaisanteries douteuses, car elle est incapable de voir que " toute difficulté, éprouvée par la bourgeoisie pousse la classe ouvrière en avant " donne naissance à une offensive du prolétariat contre le régime bourgeois. Nous ne sommes pas dans une situation telle que l' imagine PARISOT ou " Les luttes sont liées à la reprise économique et où la stagnation économique ne favorise pas l'élargissement des luttes " selon la prophétie du 21 avril si cruellement malménée par les faits 4 jours plus tard.

CHAPITRE IV

LES PROBLEMES DE LA GREVE GENERALE -

S'il est des problèmes que la majorité n'a jamais voulu ni pu expliquer ce sont bien ceux que pose la grève générale. L'incohérence, le suivisme le plus parfait tenaient lieu de ligne à la "Vérité".

De cette incohérence ressort une incompréhension totale de ce qu'est une grève générale et des problèmes qu'elle pose.

Sur quelles données repose la possibilité et la nécessité actuelle de la grève générale ?

1) La situation objective de l'imperialisme français qui exclut toute possibilité de satisfaction réelle des revendications. Ce fond existe depuis 1944 et le frein stalinien n'a pu que différer sa traduction par des grèves.

2) Les expériences des luttes récentes qui ont posé devant la conscience de la classe ouvrière la nécessité d'engager le combat TOUS ENSEMBLE ET JUSQU'AU BOUT.

Tous ensemble parce que la grève perlée s'est montrée couteuse pour de médiocres résultats. TOUS ensemble parce que la grève par vagues-procédé classique de trahison des bureaucrates s'est avérée inefficace.

Ces grèves, qui ont atteint un niveau très élevé n'ont pourtant pas apporté de satisfaction. La bourgeoisie par l'inflation et la hausse des prix gardait toute latitude non seulement d'annuler l'effet des hausses de salaire, mais même de diminuer encore le pouvoir d'achat des masses.

Toutes les grèves, depuis la grève Renault, impliquaient dans la conscience des masses une orientation encore confuse dans le sens de la grève générale. Qu'aucun des mouvements partiels ne se soit terminé par une défaite à trêpe l'audace, la cohésion et la volonté de combat des masses qui se rendent compte que dans le rapport de forces présent elles peuvent aller très loin et qui commencent à comprendre le caractère médiocre et illusoire de la simple augmentation de salaire.

Le Parti devait comprendre, dès la grève Renault, les tâches politiques décisives qui lui incombaient dans l'agitation pour la grève générale. L'intervention physique et pratique de ses militants dans les entreprises pour déclencher les grèves ne pouvait avoir de sens que combinés avec une intervention politique du parti en tant que tel, mobilisant toutes ses forces pour ouvrir aux masses à la recherche d'une solution la perspective politique d'ensemble de la grève générale.

La première tâche du Parti et de son organe consistait à démasquer impitoyablement le maquignonage stalinien, à démonter le mécanisme de la liaison entre son virage et son attitude face au problème du gouvernement ; à montrer les problèmes révolutionnaires que pose la grève générale - problème de l'Etat, de la propriété capitaliste.

L'économisme vulgaire de la majorité s'exprime dans sa conception(1) que la grève générale peut être menée uniquement pour des objectifs économiques et que dans une deuxième étape, après une "victoire" du minimum vital, se posera la question révolutionnaire. Cette position, qui admet en phrases la grève générale, ne constitue en réalité qu'un torpillage et qu'un discrédit du mot d'ordre, car les masses sentent qu'aucune solution ne peut être apportée présentement sur un plan uniquement économique. Dans ce domaine la seule position conséquente est celle de Magnin qui s'est constamment opposé au mot d'ordre de la grève générale dans l'agitation et a réussi à faire appliquer sa ligne dans la Verité (titrage saboté : " En avant pour les 10 frs" Mot d'ordre de grève générale retardé jusqu'au rembrayage chez Renault, 88ez les cheminots, et lance toujours à contre-temps).

La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'Etat bourgeois.

" La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un
" des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale
" ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève
" au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives,
" s'étend à travers tous les compartiments et les quartiers,
" efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre
" la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat,
" 2 AU DESSUS DE LA GREVE GENERALE IL NE PEUT Y AVOIR QUE L'INSUR-
" RECTION ARMEE ... La grève générale n'est possible que dans
" les conditions d'une extrême tension politique et c'est
" pourquoi elle est toujours une expression indiscutable de
" caractères révolutionnaires de la situation. Comment en ce cas
" le C.C. (2) peut-il proposer la grève générale. " " La
" situation n'est pas révolutionnaire " ". Peut-être Thorez nous
" objectera-t-il qu'il a en vue non pas la véritable grève générale,

(1) Editorial Parisot dans la Verité du 27 Juin

(2) .. du P.C.F.

" mais une petite greve generale bien docile, tout juste bonne
" pour l'usage propre de la redaction de l'Humanite ",

Ainsi pour Leon Trotsky, dont la critique pourrait s'adresser presque mot pour mot a notre actuelle direction, la greve generale, dans une periode de "recul general" dans une situation ou " la classe ouvriere bat en retraite", ou nous voyons les " feux rouges" du train de la revolution qui s'eloignent, dans une situation ou la greve Renault peut être comparee par un des leaders de la majorite a " la sortie desesperée d'une troupe encerclée", est une absurdité. Pour Trotsky la greve generale pose " carrément" la question du pouvoir et le parti revolutionnaire ne peut préparer les masses a la greve generale qu'en posant lui-même " carrement" les problemes du pouvoir de l'Etat. " Qui est le maitre dans la maison ? "

Si le Parti ne remplit pas cette tâche essentielle personne ne la remplira pour lui ; les masses peuvent ne pas trouver la voie de la greve generale, ou, l'ayant trouvée, être desorientees et conduites a l'impasse par les partis traitres.

Si, malgre la politique de la direction, des militants ouvriers de notre parti ont pu intégrer le parti dans les mouvements, en revanche l'ensemble de l'activité et des mots d'ordre de la majorite a constitué une manifestation d'incohérence et d'impuissance sans precedent dans l'histoire de notre mouvement et qui a handicape non seulement la recente lutte des masses, mais aussi les possibilites de developpement futur. Le parti, dans son ensemble, n'a pas joué son role de direction politique des luttes et par là il a limite la prise de conscience des ouvriers.

Si dans les mouvements à venir le Parti restait ce qu'il a été dans les derniers mois, un témoin impuissant et un commentateur bavard, il porterait la pleine responsabilite de la defaite alors inevitable à la longue. La radicalisation des masses n'est pas un phenomene automatique continuant indefiniment de lui-meme. La conscience politique, l'objectif strategique clair, sont indispensables pour permettre des pas decisifs en avant et seul le Parti, notre Parti, pourrait (devrait!) les apporter et faire que l'experience ne soit pas perdue, que l'espoir ne mene pas a la desillusion, qu'au moins une avant garde ait compris les leçons de la lutte et puisse les appliquer dans les luttes à venir.

Sinon le vin pourrait se tourner en vinaigre, le debordement du stalinisme se perdre dans le marais anarchiste, la haine progressive contre les bonzes staliniens n'entrainer qu'une desertion syndicale grandissante, la defiance politique du stalinisme aboutir a l'apolitisme et au marasme.

Nous ne devons pas nous cacher que des possibilités précieuses ont été gaspillées dans les derniers mois par une direction incapable. Le débordement de chez Renault, expérience qui ne se renouvelera pas dans toute sa pureté, n'a été ni compris, ni expliqué, ni exploité par elle. Le redressement doit être rapide car nous verrons d'autres vagues grévistes qui poseront la question de la grève générale avec acuité et le Parti, armé d'une politique juste, aura la possibilité de se forger comme véritable direction du prolétariat révolutionnaire.

- L'aveuglement de la directionregonfle l'anarchisme :

Les anarchistes ont traduit à leur manière, c'est à dire d'une manière radicalement fautive, ce sentiment qui fait son chemin dans les masses, mais qu'ignore notre majorité, que la solution des grèves sur un plan économique ne peut régler les problèmes du pouvoir d'achat. Incapables de politiser le mouvement les anarchistes préconisent leur stratégie utopique de la grève permanente aboutissant à la "grève gestionnaire". Stratégie et objectifs qui ne peuvent entraîner que l'épuisement et la ruine du mouvement. Cette position est partagée par certains ultra-gauchistes. Nous ne pourrions la combattre efficacement qu'en donnant la réponse politique à cette question centrale des objectifs de la grève.

COMMENT PREPARER LA GREVE GENERALE -

Le non déclenchement de la grève des fonctionnaires a montré toute la responsabilité du Parti dans la préparation matérielle et politique de la grève générale.

En effet, les fonctionnaires, prenant au sérieux toutes les manœuvres d'intimidation des bureaucrates, étaient prêts à démarrer le ~~vendredi~~ ³¹. Le Parti ne l'a pas compris et c'est seulement le mardi suivant que, pour ne pas discréditer ses militants, il a fait démarrer une grève des postiers. Mais il était trop tard. Cette expérience démontre la nouvelle tédance interne du mouvement. D'une part au sommet un contrôle a peu pres general, basé sur l'adaptation à la pousse de la base, l'opposition violente a la grève n'étant plus possible. D'autre part à la base des formes de débordement de la direction traître qui, du fait de la nouvelle politique stalinienne, se présente en termes nouveaux, Il ne s'agit plus du débordement primaire et élémentaire d'une vague revendicative submergeant dans l'action le barrage bureaucratique, mais d'un débordement d'un type now eau qui présuppose une orientation politique claire et une consdence des buts et moyens de l'action ; en un mot d' un débordement POLITIQUE du stalinisme. Dans le rapport de force présent, avec la nouvelle politique stalinienne, le P.C.F. peut encore contrôler au sommet les mouvements ; mais dans les entreprises ou la combativité des ouvriers determine un rapport de forces favorables a la grève, il est possible d'impulser politiquement la grève, ~~de~~ soustraire au controle bureaucratique des secteurs ouvriers tres larges ; une dualite de direction peut et doit alors s'instaurer entre la direction bureaucratique et les comités inter-usine de grève en rupture avec l'appareil.

LES COMITES DE LUTTE

Ma direction actuelle du Parti s'est montrée totalement incapable de comprendre et de suivre les formes de regroupement que l'avant garde ouvriere organise en vue de preparer l'action. Ainsi, lorsque se formèrent les premiers Comités de Lutte, dont l'importance symptomatique et pratique avait été soulignée par nous seuls, la direction opportuniste ne voyait en eux que des "organismes (utiles certes, mais qui ne résolvent pas les problèmes essentiels) de confrontation d'idées". Elle leur deniait donc toute qualite d'organismes pour la lutte.

Les faits ont tranché . Les Comités de Lutte ont bien été des organismes où l'avant-garde se regroupait spontanément afin de préparer les objectifs et les moyens de l'action (et non des cercles d'étude où des parlottes comme le prétendaient notre Direction et les sectaires de l'"Union Communiste").

C'est sur la base du programme que NOUS avons tracé et qui se discutait à l'intérieur des comités - 10 frs sur le taux de base - que la lutte s'est organisée.

Organes de débordement de l'appareil traître, les Comités de Lutte expriment le besoin de l'avant-garde non seulement de briser les barrières bureaucratiques pour la préparation de l'action de masses, mais également d'effacer les frontières organisationnelles trop étroites (PCI, Anars, FO, CNT, Socialistes, Communistes ou inorganisés). Dans ce sens les Comités de Lutte ne peuvent pas avoir un caractère permanent, ils suivent les fluctuations de la lutte de classe. Quand la grève apparaît comme possible et nécessaire, le Comité de Lutte peut vivre intensément et jouer le rôle décisif pour son déclenchement. Dès le déclenchement de la grève le Comité de lutte disparaît pour faire place à l'organe infiniment plus large et plus efficace qu'est le Comité de Grève Démocratique, émanation de la totalité des grévistes.

Puis dans la période où le mouvement reflue, le Comité de Lutte n'a plus de raison d'être. Ce serait alors une faute grave que de vouloir alors le maintenir artificiellement car très vite nous y resterions seuls. En effet, dès que le ciment de la lutte disparaît les tendances diverses qui continuent à exister dans le comité manifestent leurs divergences. Le travail du militant du Parti dans cette période consiste à bien comprendre ce fait et à faire passer notre orientation politique et syndicale, gagner des militants pour le Parti et pour le Front Ouvrier.

Ainsi l'orientation que les camarades CHAULIEU & MONTAL veulent imprimer au Comité de Lutte c'est à dire d'en faire des organismes permanents, de les organiser en Fédérations des Comités de Lutte, apparaît non seulement comme utopique, mais comme opportuniste. En tentant de créer artificiellement des organismes stables à programme minimum, des organismes intermédiaires entre le Parti et le syndicat, le sectarisme donnerait naissance à un danger très grand et payerait sa rançon coutumière à l'opportunisme. Plus encore le caractère artificiel et stérile de cette orientation ruinerait la signification des Comités de Lutte, saperait leurs possibilités futures et démoraliserait leurs membres.

Pendant la vague d'avril, un certain nombre de Comités de Lutte se sont constitués. Nous avons construit un organisme de liaison : le Comité Interusine de Lutte. Lors du reflux de la grève cet organisme s'est liquidé au profit partiellement de l'adhésion de certains de ses meilleurs membres au Parti. Le Front Ouvrier doit s'efforcer de grouper les autres. afin de préparer la renaissance à une plus large échelle des Comités de Lutte pour la prochaine grève : nous pouvons affirmer dès maintenant que les comités et l'organisme de liaison interusines auront à y jouer un rôle capital.

Dans la période préparatoire à la grève le Comité de Lutte doit avoir une place de premier plan dans notre propagande et dans notre agitation. Sa constitution sera l'objectif concret de tous nos militants dans les usines. C'est sur le plan "technique" le moyen d'action essentiel du Parti. Ricaner comme l'a fait la majorité sur "les trois Comités de Lutte existant" après avoir ricane sur la "grève unique de chez Unic", c'est tourner le dos à la préparation de la grève générale.

Pour l'orientation Front Ouvrier contre les Syndicats Autonomes :

Ce serait une grave illusion de croire que la C.G.T., dans son ensemble puisse devenir une direction des luttes. L'Objectif fixé par nous de chasser les jaunes des directions syndicales peut seulement donner dans le proche avenir des résultats à l'échelon de la section d'entreprise et placer à sa direction des syndicalistes Lutte de Classes. Ce qui peut d'ailleurs être déterminant pour la préparation des luttes dans un secteur beaucoup plus large.

Aucune perspective d'action syndicale ne peut être tracée sans une juste appréciation de la place actuelle du syndicat. Dans leur volonté d'action, des couches de la classe ouvrière et de son avant-garde cherchent à briser les appareils bureaucratiques afin de créer des organes de direction. Ce qui signifie: trouver les formes organisationnelles qui dépassent le cadre étroit du syndicat. Et quelle autre forme organisationnelle cela peut-il être, sinon les COMITES de GREVE, préface des Comités d'usine? Ainsi la création de syndicats autonomes n'a, dans le meilleur des cas, d'autre résultat que d'extraire de l'action syndicale de masse les éléments capables de radicaliser et de politiser la masse des syndiqués. Tel est le sort du "Syndicat démocratique de chez Renault" qui voue à l'impuissance et à la démoralisation très rapide les meilleurs ouvriers du secteur Collas.

En effet, c'est tout ignorer de la nature et du rôle des syndicats que de croire à la possibilité pour une avant-garde de se stabiliser dans l'isolement d'un Syndicat Autonome. Si l'appareil bureaucratique de la C.G.T. constitue le père frénétique au déclenchement des luttes, le dépassement de cet appareil ne peut être recherché dans le Syndicat Autonome, c'est à dire dans la desertion. D'autant plus que dans les périodes de calme, alors que la C.G.T. et ses organismes peuvent jouer le rôle de défenseurs des revendications minimales, le Syndicat Autonome, par sa nature de regroupement limité, en est totalement incapable. Pendant la période préparatoire des luttes il isole l'avant garde de l'action quotidienne, c'est à dire du terrain où le stalinisme assure son emprise sur le mouvement ouvrier :

Les organismes de la grève générale.

Le déclanchement de la grève générale ne peut pas être l'oeuvre de la CGT, paralysée par sa direction de collaboration de classe, qui, tout au plus, donnerait un ordre d'arrêt de travail symbolique de 24 heures, comme soupape de sûreté à la pression de la base.

L'inféodation de la CGT à la bourgeoisie ne laisse donc comme perspective probable de grève générale que la généralisation spontanée de grèves partielles aidée par l'intervention pratique du Parti et surtout de son programme politique.

Néanmoins, une des armes propagandistes de préparation de la grève générale, subordonnée il est vrai à la revendication dans la lutte à l'intérieur de la CGT, est :

"La CGT devrait donner l'ordre de grève générale".

Cette revendication envisagée sous l'angle de la politique traître des dirigeants de la CGT peut se lier au mot d'ordre essentiel, axe de toute l'action du Front Ouvrier :

"Chassez des postes responsables les jaunes et les briseurs de grève".

Le Comité de Grève démocratiquement élu est l'organe déterminant de la grève. Le Comité Central de Grève, fédération des Comités de Grève, est l'instrument de direction de la Grève Générale. Dans la grève Renault, Le Comité de Grève, par la jeunesse de ses membres, mais surtout par l'orientation fautive des militants de l'Union Communiste, n'a pas été à la hauteur de ses tâches. Bien qu'étant l'expression démocratique de la base, il ne sut pas trouver une assise suffisamment large pour rendre son autorité incontestable et pour l'imposer. Orienté fausement, il ne sut pas combiner le débordement de l'appareil bureaucratique avec la conquête de la direction syndicale, et ainsi, fut incapable de liquider la dualité de direction à son profit.

Dans les autres mouvements qui suivirent, le parti stalinien, ayant fait son virage, les organes de direction n'eurent plus de Comités de Grève que le nom. Formés bureaucratiquement, coïncidant avec la direction syndicale, ils ne furent que les instruments de la politique stalinienne.

La future direction du Parti, si elle veut préparer effectivement la grève générale, devra faire une propagande inlassable, en partant de l'expérience de la dernière grève, autour du Comité de Grève, sous les mots d'ordre :

1°) Election démocratique des Comités de Grève.

2°) Compte-rendu bi-quotidien de son activité.

- 3°) Journal mural ouvert à toutes les tendances.
- 4°) Révocabilité à tout moment des membres du Comité de Grève.
- 5°) Organisation sous la direction du Comité de Grève des services de sécurité, de ravitaillement, de liaison inter-usine...
- 6°) Organisation des piquets de grève en y associant la plus large masse possible des grévistes. Election des responsables de dizaine, de centaine, de piquet de grève. Direction des piquets par le Comité des responsables élus.
- 7°) Occupation totale de tous les locaux de l'entreprise, y compris les locaux de la direction et le central téléphonique.
- 8°) Chasser de l'usine les jaunes et le personnel de direction.
- 9°) Propagande inlassable pour expliquer et concrétiser en fonction des expériences (attaques de flics, réquisition) la nécessité de la Milice Ouvrière et de l'armement du peuple. Des faits comme la création de groupes de paysans armés dans les récentes grèves d'ouvriers agricoles doivent être popularisés au maximum.
- 10°) Propagande pour la transformation des Comité de Grève en Comités d'Usine Permanents, organes de dualité de pouvoir.

CHAPITRE XVI

LES MOTS D'ORDRE DE GREVE GENERALE

Nous sommes arrivés à cette conclusion que dans la nouvelle étape, le problème du débordement pose, avant toute chose, la question des mots d'ordre politiques et de la perspective politique de la grève. Les ouvriers ne débordent largement les appareils que s'ils ont compris que la politique stalinienne n'est pas bonne et que si nous les armons d'une nouvelle politique et d'une nouvelle perspective. Plus clairement que jamais, les mots d'ordre de notre programme s'opposent comme un tout au programme de réformes dans le cadre du régime, programme de duperie des masses et de sauvetage du capitalisme. Nos mots d'ordre doivent être replacés dans la seule perspective correcte et réaliste, c'est à dire dans la perspective révolutionnaire hors de laquelle ils apparaissent non seulement comme des recettes réformistes, mais comme des mots d'ordre utopiques et de surenchère démagogique.

MINIMUM VITAL GARANTI PAR L'ECHELLE MOBILE

La grève générale ne peut pas se déclencher sur le mot d'ordre unique de minimum vital. Ce mot d'ordre, au départ, résume la lutte pour le pouvoir d'achat, mais il n'a de sens que celui d'une amélioration de salaires garantie par l'échelle mobile et le contrôle de l'Etat. Nous ne propageons pas le mensonge qu'une amélioration réelle du pouvoir d'achat puisse être assurée aux masses sans mesures révolutionnaires mettant en question l'existence même du régime. C'est là l'essentiel. Car les ouvriers sont amenés inévitablement à se poser ces questions dans le cours de toute lutte d'envergure, et, propager l'idée de la "Révolution par étape" c'est entraver le développement du mouvement, le condamner à l'impasse et exclure toute possibilité de succès sur le plan même des salaires.

Une fois ceci compris, il est certain que le mot d'ordre du minimum vital - dont le montant doit être chiffré - cristallise et unifie la volonté d'action.

Dans la situation présente où CGT et Gouvernement tendent à élargir à l'extrême l'éventail des salaires, Le Parti doit mettre en avant l'acompte uniforme pour tous sur le minimum vital et le retour à la hiérarchie de 36 comprimant les hauts cadres. Mais, radicalement erronée est l'idée de Chaulieu d'introduire la "lutte des classes" entre le manoeuvre et la soi-disant nouvelle classe des aristocrates ouvriers.

Sur la base de la révalorisation en rapport avec le coût de la vie, nous pouvons avec l'acompte chiffré par nous et le retour à la hiérarchie de 36 fournir le mot d'ordre qui UNIFIE TOUTES LES COUCHES OUVRIERES, du manoeuvre au professionnel qualifié, et jusqu'à la masse des petits techniciens. La frontière de classe, nous la traçons à l'échelon du haut cadre.

LE CONTROLE OUVRIER

Le mot d'ordre de Contrôle Ouvrier est un des axes essentiels de notre propagande sur les deux plans de la lutte pour les augmentations de salaires et de la lutte contre l'augmentation des prix: (lutte contre l'inflation), de la lutte pour le pain qui constituera un des motifs essentiels des futures batailles.

A l'échelon entreprise, il oppose au refus patronal d'augmenter les salaires, la revendication d'ouverture des livres de compte et d'examen de toutes les pièces comptables.

A l'échelle nationale, il occupe dès maintenant une place de premier plan dans notre propagande pour le programme de la grève générale; car se serait semer des illusions que de laisser croire que le minimum vital peut être assuré par une loi sur l'échelle mobile des salaires sans qu'intervienne d'une façon permanente le contrôle des ouvriers groupés dans leurs Comités d'Usine. Une répartition de la plus-value plus favorable aux ouvriers ne peut être assurée sans Contrôle ouvrier.

La situation présente multiplie et multipliera les occasions favorables à la pénétration du mot d'ordre de Contrôle Ouvrier. Ce mot d'ordre n'est pas une recette réformiste, mais un mot d'ordre anti-capitaliste de transition révolutionnaire que nous opposons à la Gestion Ouvrière préconisée par les social-démocrates pour lier les ouvriers à la défense de "leur" entreprise en régime capitaliste et aux "Comités d'Entreprise" actuels, organisations de collaboration de classe. Par leur composition, leurs statuts, leurs limitations de toutes sortes, les "Comités d'entreprises" ne sont qu'une duperie et ne peuvent en aucun cas devenir des organes de Contrôle ouvrier. Notre attitude à leur égard doit être, avant tout, de dénonciation.

Il convient de distinguer de la "gestion" qui ne peut être qu'une utopie ou une forme de collaboration de classes, le mot d'ordre de remise en marche de l'usine par les grévistes qui est essentiellement un moyen de pression très puissant sur le patronat et qui peut préparer l'établissement du contrôle ouvrier dans l'entreprise.

Par ce moyen, les brasseurs du Nord ont fait rapidement capituler le patronat. Dans la récente grève Citroën, sa résistance aurait pu être brisée par la remise en route de l'usine sous contrôle ouvrier et par la vente des voitures par le Comité de Grève.

LES MOTS D'ORDRE DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

Le contrôle ouvrier est aussi l'axe de tout le programme de lutte contre l'inflation.

L'inflation grandissante est le résultat de l'appel à la planche à billets pour solder les dépenses croissantes de l'Etat:

- 1°) Coût grandissant de l'appareil étatique.
- 2°) Budget militaire croissant.
- 3°) Hausse sur les "services" payés par l'Etat, parallèlement à la hausse générale des prix.
- 4°) Surtout, renflouement par l'Etat des entreprises déficitaires pour assurer le profit capitaliste (c'est l'un des rôles des pseudo-nationalisations)

Pour faire face à ces charges de plus en plus lourdes, l'Etat doit se mettre sous la dépendance directe des Banques, elles aussi prétendument nationalisées, qui ne renouvellent de semaines en semaines leurs avances à l'Etat qu'en échange d'un contrôle sur l'utilisation des crédits, c'est à dire d'une mise en tutelle plus étroite de l'Etat.

L'inflation est aujourd'hui un problème central. Les remèdes empiriques utilisés successivement n'ont apporté aucune solution. Bien au contraire, nous avons devant nous la possibilité d'un effondrement du franc, d'un Krach comparable à celui de l'Allemagne en 1923. Car l'inflation est, le résultat de la crise structurelle de l'économie française dont les prix de revient se sont considérablement élevés par suite du recul de son appareil de production.

Dans la lutte contre l'inflation, le Parti rejette toutes les mesures bourgeoises préconisées par les staliniens et les réformistes qui veulent par le "produire d'abord", par l'augmentation de la cadence et du temps de travail, par la suppression des subventions sans toucher au profit capitaliste, faire retomber sur les masses toutes les charges de l'inflation. Le Parti ne soutient que des mesures qui assurent la défense sans restrictions du pouvoir d'achat des masses

La lutte contre l'inflation comporte des mots d'ordre dirigés contre le profit capitaliste et contre l'Etat bourgeois :

- 1°) La suppression des crédits militaires; mot d'ordre qui ne doit pas être présenté d'une manière pacifiste, mais en liaison directe avec la lutte anti-colonialiste.
- 2°) Contrôle des marchés de l'Etat par la masse des fonctionnaires chargés de passer ces marchés.
- 3°) Suppression du paiement des dividendes aux actionnaires des entreprises nationalisées et confiscation des réserves de ces entreprises.
- 4°) Mais le problème essentiel c'est l'organisation planifiée de l'économie, irréalisable dans le système du profit. Elle nécessite l'expropriation

des capitalistes de l'industrie privée ou "nationalisée"; la planification de la main d'oeuvre sous contrôle ouvrier. Ces mesures vont de paire avec la destruction de l'appareil politique et étatique de la bourgeoisie, source de dépenses formidables et avec le remplacement de la haute bureaucratie par des fonctions éligibles et révocables payées sur la base du salaire de l'ouvrier qualifié .

5°) L'organisation planifiée de l'économie pose la question d'une réorganisation du circuit de production et de circulation des marchandises qui ne peut trouver sa solution dans le cadre périmé de la nation. Ainsi se trouve posé en termes concrets la nécessité impérieuse des Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe .

En conclusion, notre lutte contre l'inflation doit prendre clairement le sens d'une lutte contre le régime, pour la destruction de l'Etat bourgeois et pour la dictature du prolétariat.

Dans cette perspective -la seule réaliste- nous pouvons, à tel ou tel moment mettre particulièrement en avant tel mot d'ordre (crédits militaires, expropriations, etc...) en montrant que sa réalisation est subordonnée à l'intervention des masses et à l'instauration du contrôle ouvrier .

Ce n'est qu'en exposant, dans leur ensemble, ces solutions prolétariennes que nous pouvons donner un sens à notre dénonciation de l'orientation pro-américaine du gouvernement Ramadier . Il est aussi faux d'emboîter le pas aux staliniens qui, eux, opposent au plan Marshall le " produire pour l'indépendance nationale ", que d'emboîter le pas à Ramadier .

GOVERNEMENT OUVRIER PAYSAN

La propagande générale pour la dictature du prolétariat, régulièrement oubliée par l'actuelle direction, est la tâche permanente du Parti.

Mais, par elle-même, elle n'apporte pas de réponse concrète, actuelle à la question gouvernementale. Répondre: dictature du prolétariat (ou ce qui revient au même, gouvernement ouvrier paysan dans le sens d'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat) est aussi stérile que de répondre à une revendication de salaire par " à bas le salariat ! "

La question du gouvernement est la clé de voûte du programme politique et de la perspective de grève générale: le minimum vital, l'échelle mobile, le contrôle ouvrier auraient un ennemi déterminé et doté de moyens puissants si le mouvement laissait au pouvoir

les ministres de la bourgeoisie. Chaque ouvrier qui réfléchit ne peut que le voir clairement, ne pas apporter une réponse à sa préoccupation, c'est le désarmer face aux tâches de la grève générale. Or le pouvoir des Comités d'usine ou des Soviets, la dictature du prolétariat n'apparaissent pas, au départ, comme les objectifs concrets et accessibles pour la simple raison que les Comités d'usine ou les soviets n'existent pas. La réponse ne peut être donnée que par notre mot d'ordre TRANSITOIRE: Le gouvernement Ouvrier-paysan. A l'immense masse des ouvriers qui gardent des illusions sur la caractère progressif du parti stalinien, accessoirement de la social-démocratie, nous expliquons:

"La question n'est pas d'avoir plus de ministres communistes ou socialistes dans le gouvernement de collaboration de classes. c'est d'avoir un gouvernement au service de la classe ouvrière qui n'emploie pas les nobles contre les grévistes, ni la hausse des prix contre l'augmentation des salaires.

Un gouvernement sous votre contrôle auquel vous pourrez imposer la réalisation du programme des Comités de Grève: Echelle Mobile, Contrôle ouvrier, expropriations des gros capitalistes, armement du peuple.

Un gouvernement sans ministres capitalistes, qui repose, non sur le parlement ni sur l'appareil d'Etat bourgeois, mais sur l'intervention active des masses qui l'auront imposé.

Aujourd'hui, seuls le PCF, le PS et la CGT, parcequ'ils ont la confiance des larges masses, seraient en mesure de réaliser un tel gouvernement. Dans l'action, dans la grève générale, il faut contraindre ces partis à rompre la collaboration de classes, à prendre, et à garder tout le pouvoir.

Nous, communistes internationalistes, nous n'avons aucune confiance dans les directions de ces partis. Jusqu'à ce jour, ils ont suffisamment fait la preuve qu'ils refusent de rompre le lien de trahison qui les lient avec les exploités. Ils se sont refusés à prendre le pouvoir seuls afin de défendre vos revendications. leur trahison ne fait pas de doute pour nous.

Mais nous ne confondons pas notre expérience avec votre expérience; nous ne vous demandons pas de nous croire sur parole.

Si vous pensez que ces partis de masses, vos partis, sont encore bons à quelque chose, le moins que vous puissiez exiger d'eux c'est qu'ils cessent d'être dans l'autre camp, contre les grèves, d'être les otages et les complices d'un gouvernement bourgeois de misère. Il faut leur imposer la rupture de la coalition et la formation d'un gouvernement ouvrier-paysan. Chaque acte de ce gouvernement conforme aux intérêts réels de la classe ouvrière aura votre appui enthousiaste et notre appui."

Le mot d'ordre ainsi formulé ne sème aucune illusion sur le compte des partis traîtres; il présente l'immense avantage d'exprimer en termes politiques la perspective de la lutte gréviste.

Il est notre meilleur arme, une arme irremplaçable dans la dénonciation des staliniens et des réformistes. En ne l'employant pas, le PCI renonce en fait à sa tâche centrale: affranchir le prolétariat de sa direction traître.

Comme nous le signalions au 3^e Congrès, ce mot d'ordre ne doit pas être utilisé dans l'agitation de manière stéréotypée.

L'expérience vécue des grèves nous permet à tel ou tel moment d'accentuer le sens de la dénonciation du mot d'ordre: "La preuve qu'ils trahissent c'est qu'ils ont refusé et refusent plus que jamais de rompre avec la bourgeoisie et de prendre tout le pouvoir".

Ceci compris il n'en reste pas moins que le mot d'ordre garde toujours toute sa valeur tant que dure la période objectivement révolutionnaire ouverte par la guerre et tant que les dirigeants traîtres groupent derrière eux l'immense majorité du prolétariat.

La position nouvelle du PCF depuis sa sortie du gouvernement impose plus que jamais son emploi. A l'orientation stalinienne de trahison: "retour de nos ministres au gouvernement", nous opposons la revendication ouvrière: "Gouvernement PS - PC - CGT", imposé et contrôlé par les masses pour l'application d'un programme de défense des intérêts ouvriers.

LES FAITS POLITIQUES

Le fait qui domine de très loin toute l'évolution politique en France depuis notre dernier Congrès, est l'entrée en lutte des masses d'avril à juillet. De son analyse et des perspectives qu'elle ouvre doit découler toute la stratégie du Parti.

Tous les autres événements politiques sont subordonnés et ne peuvent être clairement analysés qu'en ayant constamment à l'esprit ce facteur essentiel que constituent les forces potentielles et actives de la classe ouvrière.

C'est la puissance de la classe ouvrière qui domine toute la situation politique. C'est elle qui rend impuissante la bourgeoisie et vaines, toutes ses tentatives de stabiliser sa situation ébranlée dans tous les domaines.

L'impuissance du gouvernement et de tous les partis de la bourgeoisie est de même origine.

Discrédité, le gouvernement Ramadier apparaît comme un gouvernement de marionnettes qui n'arrive à subsister, que sur la base de cette incapacité des partis et des classes à réaliser leurs objectifs - étant bien entendu que l'incapacité de la classe ouvrière ne réside nullement en elle-même, mais dans la politique de trahison des grandes organisations ouvrières et dans notre propre faiblesse.

La bourgeoisie française en constituant le gouvernement Ramadier a voulu lever l'hypothèque que constitue le PCF sur sa politique. Isoler le PCF pour préparer ultérieurement une attaque contre

lui, c'était: 1°) préparer une attaque contre la classe ouvrière dont la force sert de piédestal au PCF, 2°) répondre aux vœux de l'impérialisme américain qui, dans le conflit qui l'oppose à l'URSS entend bien lever l'emprise du PCF sur les gouvernements bourgeois.

Bien que le gouvernement Ramadier soit soutenu par toutes les couches de la bourgeoisie, ce soutien reste très réservé. On sait que, durant toute la vague de grève d'aviil - juillet, le MRP Teitgen est resté partisan de la rentrée des staliniens au gouvernement, conscient qu'il était, que la seule force susceptible peut-être de maîtriser les grèves était le parti stalinien. De même, les discussions engagées entre l'organisme le plus représentatif de la bourgeoisie: le CNPF et les staliniens (CGT), manifestent le peu de confiance de la haute bourgeoisie dans les capacités et dans les forces répressives du gouvernement Ramadier.

Le gouvernement Ramadier et sa politique, ont, en définitive, moins de prix aux yeux de la bourgeoisie que la paix sociale, nécessaire entre autre, aux crédits américains. Or le PCF reste le seul instrument sérieux contre le déferlement des grèves. Tel est le sens des conversations CGT - Patronat.

La bourgeoisie hésite entre deux termes: maintenir les staliniens hors du gouvernement ou les faire rentrer pour maîtriser les conflits sociaux.

Un rôle important a été joué dans cette affaire par l'attente des crédits américains, dans la mesure où la bourgeoisie, y compris son aile gaulliste, a renoncé à l'espoir de s'en tirer par ses propres moyens (politique de grandeur) et mise uniquement sur l'afflux des dollars pour éviter la catastrophe.

La bourgeoisie hésite d'autant moins à utiliser la manoeuvre de sortie des staliniens pour "leur claquer sur les talons les portes des ministères", qu'elle avait la certitude que le PCF n'abandonnerait pas pour autant sa ligne de collaboration de classe pour des positions révolutionnaires. Ce qui ne veut évidemment pas dire que la bourgeoisie renonce pour autant aux services du PCF en vue d'assurer sa paix sociale. Que les mouvements de classes reprennent, et s'approfondissent, et l'on verra l'aile "Teitgen" de la bourgeoisie, partisan du retour des staliniens au gouvernement, triompher

Impuissante à maîtriser, dans le moment présent, le prolétariat, la bourgeoisie française est tout autant incapable, pour des raisons objectives d'imposer un régime de force. Le fascisme signifie non seulement l'écrasement du prolétariat, mais une concentration des forces telle, sur le plan économique (autarcie, conquête de marchés extérieurs) et politique, que la bourgeoisie française s'appuyant sur un appareil de production désuet, ayant un besoin urgent de l'aide américaine, en est incapable. Le gouvernement Ramadier, ou peut-être un gouvernement plus énergique face aux travailleurs, est ce qui correspond le mieux aux vues de l'impérialisme

américain. Un gouvernement fasciste, défendant avant tout les intérêts du capital financier autochtone, constituerait un barrage à son expansion. Démanteler l'impérialisme français, le réduire à la mendicité, tout en le soutenant suffisamment pour qu'il ne s'écroule pas, tel est le sens de la politique de l'impérialisme américain.

Non seulement pour des raisons de politique extérieure, non seulement en raison de la force du prolétariat, la menace fasciste n'est pas pour demain, mais également sur le plan de la mobilisation de la petite bourgeoisie. Car si le fascisme a pu être défini par Trotsky comme un mouvement de masse de la petite bourgeoisie dressée par le capital financier contre le prolétariat, à l'heure présente, loin de s'être tournée définitivement vers le fascisme, la petite bourgeoisie continue ses oscillations.

Les manifestations anti-dirigistes de masse traduisent les réactions des couches petites bourgeoises en face de la situation catastrophique de l'économie française. Elles étaient pour la petite bourgeoisie le symétrique (et l'écho) des grèves ouvrières. Il est certain qu'elles furent utilisées et canalisées très souvent par des organisations gaullistes ou fascistes, mais il serait absurde d'assimiler les manifestations de la petite bourgeoisie à des manifestations fascistes. L'orientation de la petite bourgeoisie n'est nullement déterminée dans un sens ou dans l'autre, et ses réactions devant les grèves de mai à juin sont à cet égard d'une immense importance. C'est ainsi que le manque de pain lors de la grève des boulangers et de la grève des meuniers, comme l'arrêt des transports pendant la grève des cheminots, n'ont pu être utilisés par le gouvernement et les organisations réactionnaires pour dresser l'opinion petite bourgeoise contre les grévistes. L'attitude d'ensemble fut celle d'une sympathie ou d'une neutralité bienveillante. Ceci est un aspect essentiel de la conjoncture immédiate.

C'est en fonction de cette analyse qu'il convient de situer l'action du RPF.

Le RPF représente un groupement extrêmement large, rassemblé essentiellement sur la base du chauvinisme et du prestige personnel de de Gaulle. La "Libération de la France", la cristallisation dans son sein d'un courant bonapartiste conséquent, est probable, mais non encore réalisé, a fortiori d'un courant fasciste. Dans la conjoncture immédiate, l'attitude de de Gaulle et la position réservée de la bourgeoisie à son égard, sauf sur le plan colonial où il veut apparaître comme le défenseur intraitable des colons, est éloquente. Le "Monde" mettait récemment de Gaulle en garde contre sa prétention d'imposer la discipline du RPF aux candidats aux élections municipales. La décision du

MRP d'exclure tous ceux qui adhèreraient au RPF, démontre que la bourgeoisie garde une attitude réservée à l'égard du RPF. De Gaulle lui-même en est conscient, ses récentes positions ne sont pas celles d'un leader de parti fasciste qui revendiquerait le pouvoir, ainsi qu'en témoigne sa volonté de constituer un bloc électoral avec tous les partis contre le PCF, et la constitution de l'intergroupe situant son action sur le plan de la démocratie parlementaire.

La seule chose qu'il est possible de pronostiquer pour l'immédiat est un élargissement du courant gaulliste dans le pays. Nous allons voir sa violence verbale et son anti-communisme s'affirmer au cours de la campagne pour les élections municipales. Nous allons voir en conséquence dans le Parti, la direction actuelle tirer une fois de plus le toscan de l'offensive de la "réaction". D'autant plus que le PCF, connaissant l'impuissance du RPF, ne va pas hésiter à soulever dans le pays, une campagne contre les menées fascistes de De Gaulle et du RPF, pour mieux maintenir les masses dans l'inaction.

Le Parti, conscient de la nature du RPF, qui n'est pas un parti fasciste, ne devra néanmoins pas hésiter à dénoncer la politique du PCF qui agite l'épouvantail gaulliste, non pour le combattre effectivement, mais afin de justifier sa propre inaction en prétextant la menace fasciste pour empêcher toute lutte ouvrière. Le Parti devra montrer comment la classe ouvrière est capable d'écraser dans l'oeuf toutes les possibilités de regroupement réactionnaire même à leur stade élémentaire. Populariser les faits tels que ceux d'Alençon, où, lors du rassemblement gaulliste, le secrétaire fédéral du PCF, en mobilisant ses militants, a obligé la racaille gaulliste à recoller les affiches qu'ils avaient déchirées; tels que le décommandement de la manifestation projetée par De Gaulle à Creil lors de la grève des cheminots où le manque de trains permettait de donner effectivement un axe de classe à la lutte contre le gaullisme. De même l'emploi judicieux de la propagande pour le front unique en vue de disperser les rassemblements gaullistes et où toute autre forme d'action permettrait de dénoncer les chantages et les trahisons du PCF.

Le parti ne doit pas "filer le train" au stalinisme, il doit suivre pas à pas l'évolution du mouvement gaulliste, le dénoncer, mais comprendre que l'étape qui vient n'est pas celle du bonapartisme, puis du fascisme triomphant, mais celle de luttes prolétariennes de l'ampleur et de l'issue desquelles dépend pour une grande part l'avenir du mouvement gaulliste.

Impuissante sur le plan gouvernemental, sur le plan parlementaire, dans sa volonté d'instaurer un pouvoir fort, la bourgeoisie l'est autant dans les colonies. Après avoir signé un accord avec Ho-Chi-Minh, elle pensa avoir les forces suffisantes pour maîtriser le mouvement des masses en Indochine. Très vite il lui fallut se convaincre de sa faiblesse. Depuis, elle est déchirée entre la politique du compromis et celle de la répression. A Madagascar, situation identique. Et si, mise à part la grève générale sanglante de Tunisie, l'Afrique du Nord n'a pas connu de mouvements importants depuis les massacres de mai 45, les menaces explosives qui s'y accumulent, représente pour l'ensemble de la bourgeoisie un des points les plus noirs. Comment y parer ? Ce problème constitue la source de déchirements, de désaccords, entre toutes les ailes, fractions et tendances de la bourgeoisie.

Les hésitations et les impuissances de la bourgeoisie française, ne sont pas sans occasionner de sérieux soucis à l'impérialisme américain, qui ne désire pas actuellement prendre directement sur lui le maintien de l'ordre dans les colonies françaises; mais entend y voir maintenir la domination française, afin de pouvoir y investir capitaux et marchandises en paix.

Ainsi, l'analyse de la situation nous permet de conclure, que loin d'avoir stabiliser son pouvoir politique et économique, la bourgeoisie française manifeste dans tous les domaines une instabilité foncière, caractéristique de la période de crise objectivement révolutionnaire.

CHAPITRE VII

CONSTRUIRE UN PARTI CAPABLE DE DIRIGER LES LUTTES OUVRIERES:

LES PERSPECTIVES ET LA CONSTRUCTION DU PARTI:

La majorité du 3^e Congrès avait fait précéder sa thèse du slogan démagogique: "Pour un Parti de masses dans une Internationale de masses!"

Elle prétendait construire un parti de masses dans une période qu'elle caractérisait comme une période de recul ouvrier.

Si nous étions dans une période de recul, il n'aurait été possible, tout au plus, que de fortifier les cadres existants, théoriquement et politiquement, dans une lutte acharnée sur le programme trotskyste dans des combats d'arrière garde. En fait, avec une analyse complètement opposée à la réalité, la majorité du 3^e Congrès, par ses "méthodes nouvelles", dédaigneuses du passé de "secte" de la IV^e Internationale, a été incapable de renforcer le parti malgré les possibilités ouvertes par les grandes luttes ouvrières, pendant lesquelles il y eut pour la première fois un décollage manifeste entre la classe ouvrière et la direction stalinienne. Ce qui est aussi grave - en réaction - c'est que, dans la majorité et dans d'autres courants du Parti, c'est développée une tendance sectaire au repliement vers le groupe propagandiste (voir résolution Bernard - Chauvin), rejetant toute idée du parti de masse comme perspective dans la période actuelle.

Nous repoussons l'idée du développement champignonnesque du Parti en parti de masse par des recettes de charlatans; nous repoussons la croyance à la possibilité pour le Parti de devenir en très peu de temps un parti de masse.

Mais nous repoussons aussi toute conception de l'impossibilité pour le Parti de se développer dans le sens d'un parti de masse dans la période historique présente. Car un tel point de vue implique une conception capitulaire et défaitiste. En effet, si, dans la longue période de luttes ouvrières qui s'est ouverte, nos sections ne parviennent pas à s'affirmer, les luttes révolutionnaires ne pourraient aboutir à une victoire du prolétariat.

Nous pensons que, dans la situation présente de crise révolutionnaire de la société, la perspective de la construction du Parti est celle d'un parti de masse. Au cours des étapes du développement de l'actuelle situation, le Parti commencera par améliorer ses liens avec l'avant garde ouvrière, à gagner ses

états-majors surgis dans l'action, à renforcer son influence sur des couches de plus en plus larges de la classe, bien avant de pouvoir organiser dans son sein des milliers de travailleurs et d'en diriger des milliers.

AVANT GARDE ET MASSE

Pour pouvoir diriger des secteurs importants de la classe ouvrière, notre tâche consiste encore en la conquête de l'avant-garde ouvrière, en son organisation et en son éducation trotskyste dans nos rangs.

Mais cette orientation d'organisation de l'avant-garde ouvrière n'a rien de commun avec le travail d'un groupe propagandiste, tel que la situation l'imposa dans le passé aux BL. Les ouvriers d'avant-garde ont un rôle dirigeant à jouer dans les luttes ouvrières et ils veulent le jouer. Ils ne se regrouperont dans le Parti que dans la mesure où celui-ci, par sa politique, ses mots d'ordre et ses méthodes de travail intérieur et extérieur leur donne la possibilité de jouer ce rôle dirigeant. C'est à dire dans la mesure où le Parti leur fournira les mots d'ordre valables pour l'action de toute la classe. Ils ne viendront et resteront dans le Parti que si celui-ci se montre lui-même, par son action de parti et par l'action de ses militants, un parti dirigeant.

Cela signifie que le Parti doit faire un travail d'agitation, un travail de masse dans la classe ouvrière.

L'actuelle majorité affirmait démagogiquement dans le Parti que nous sommes contre l'agitation et le travail de masse. A son habitude, elle a déformé ainsi systématiquement la discussion. En réalité nous avons été et nous sommes contre son agitation et son travail de masse. Car c'est une fausse agitation et un faux travail de masse qui s'apparentent plus à la publicité commerciale qu'au travail systématique des communistes pour élever la conscience politique des travailleurs et pour gagner la direction de secteurs ouvriers (usines, syndicats, etc..) Pour nous l'agitation signifie répondre par des mots d'ordre, des directives d'action, des explications aux préoccupations de toute la classe ouvrière ou de tel secteur en lutte. Le travail de masse signifie diriger politiquement et physiquement la lutte de telle usine, telle corporation, tel secteur ouvrier.

UNE PROPAGANDE BOLCHEVIQUE

Cette orientation nécessite de comprendre que si nos mots d'ordre apportent une solution à toute la classe ouvrière, aujourd'hui, ils ne sont encore assimilables dans leur totalité, que par une avant garde, ou, temporairement; par des couches plus larges en lutte. C'est pour aider l'avant garde à les utiliser dans son travail de direction des luttes que nous devons les avancer.

Ce n'est pas en ravalant notre programme et nos mots d'ordre jusqu'à en faire une bouillie stalinienne-de-gauche que nous toucherons les grandes masses. Car un tel programme ne vaudrait rien pour l'action des masses, donc pour la démonstration de la nécessité pour l'avant-garde de rejoindre le Parti. C'est au contraire en les formulant nettement dans toute leur netteté révolutionnaire que nous gagnerons l'avant-garde, et par elle, que nous influencerons et commencerons à gagner la confiance de masses plus profondes et plus larges. Notre littérature doit avant toute chose s'adresser à cette avant-garde, l'éduquer politiquement, lui fournir les armes idéologiques et tactiques pour le combat. Cela signifie d'abord trancher au rasoir avec l'idéologie stalinienne, la combattre, montrer que nous ne sommes pas "à gauche" du stalinisme, mais sur un autre plan, le plan révolutionnaire. Jamais, les ouvriers d'avant-garde, déçus du stalinisme, ne viendront à nous, si nous sommes une queue du stalinisme. La capitulation de la majorité devant le stalinisme est un obstacle décisif à la construction du Parti.

Ensuite, cela signifie que notre littérature ne doit pas se contenter de présenter tel mot d'ordre de notre programme isolé, même si nous menons campagne sur ce mot d'ordre précis. Notre littérature doit montrer l'aboutissant révolutionnaire de notre action. L'avant-garde ne nous fera confiance que si elle comprend où nous allons, quelle est notre politique, quel est l'ensemble de notre programme.

LES CAMPAGNES

La faiblesse actuelle du Parti et l'énormité des tâches qui lui incombent, rendent plus que jamais nécessaire l'utilisation judicieuse de ses forces. Nous ne pouvons tout entreprendre en même temps. Toutes nos forces doivent se concentrer sur le point précis, sur l'objectif restreint où elles seront le plus utiles à un moment donné. Ce qui signifie que la façon la plus efficace d'agir est d'organiser des campagnes suivies, mobilisant l'ensemble du Parti. L'opportunisme foncier de l'actuelle majorité, ses oscillations et ses contradictions permanentes l'ont mises dans l'impossibilité absolue de mener des campagnes suivies sur une question quelconque, ce qui est une des raisons de l'inefficacité du Parti dans les derniers mois.

VERS LES ENTREPRISES

Faire de l'agitation, faire un vrai travail de masse, signifie être dans un milieu ouvrier, "l'agiter" de l'extérieur, puis conquérir par notre action une place dirigeante. Pour cela un travail systématique et patient dans les usines est nécessaire afin d'y conquérir une base organisée d'ouvriers d'avant-garde, même peu nombreuse au début, soit sur le plan du P.O., soit sur le plan de réunions de sympathisants.

Combiner sans arrêt le travail de large agitation dans une usine (vente de "Vérité", journal d'usure, tracts, interventions) avec la conquête et l'organisation d'un, deux, trois, dix ouvriers d'avant-garde, voilà ce qui permet de s'assurer une base et de conquérir une situation dirigeante. Combiner la conquête méticuleuse et patiente d'un ouvrier avec la lutte intransigeante contre le patron et les staliniens - en particulier dans les grèves - voilà ce qu'est aujourd'hui le véritable travail de masse. Là où des militants ont appliqué une telle orientation, le résultat a été absolument probant (conquête de la direction syndicale à une majorité écrasante) - ce qui, soit dit en passant, est la meilleure réponse aux calomnies majoritaires sur le "sectarisme" de la minorité.

"Untel travail" en profondeur à l'intérieur de la classe ouvrière, pour, en s'y montrant les meilleurs, conquérir dans l'expérience ce l'avant-garde au Parti, nécessité une orientation délibérée vers les entreprises et les syndicats.

L'importance de l'enracinement de militants trotskystes en un point décisif - dans un "bastion" - a été amplement démontrée par les dernières grèves. Un trotskyste peut exprimer la combativité de milliers d'ouvriers, leur faire prendre conscience de leurs objectifs, à leur tête, retourner le rapport de force avec les staliniens, changer la position de tout un secteur ouvrier. La politique c'est la guerre. Percer un point du front peut retourner la situation, ouvrir une brèche dans la digue stalinienne, ébranler, porter en avant tout le front prolétarien. Le secteur COLLAS de chez Renault a constitué un tel endroit décisif dans les dernières grèves. La grève chez Unic aurait certainement entraîné la grève générale de la métallurgie parisienne.

Nous avons défendu l'idée de constituer des "bastions" dans la période écoulée. L'actuelle majorité, en particulier, ne sut que ricanner contre cette idée. Il s'agissait pour nous de choisir une usine, une entreprise, et d'y porter des forces suffisantes pour s'y incruster patiemment de façon à en faire un exemple lors de luttes ouvrières, en même temps qu'un tel bastion constituerait un endroit où pourrait être percé le front des briseurs de grève. Cette orientation était juste.

Aujourd'hui nous devons l'adopter à la nouvelle étape de la lutte. Nous devons comprendre qu'il est possible de s'incruster et de se développer dans n'importe quelle entreprise. Nous pouvons multiplier plus que par le passé nos points d'appui. Tout en pratiquant une judicieuse économie de nos forces restreintes, nous pouvons multiplier les cellules d'usines. Chacune d'elles peut à

un moment, dans la période de grève, devenir un exemple pour tout un secteur ouvrier et l'entraîner en avant.

Nous devons en déduire que le Parti peut, avec fruit, et doit envoyer ses militants dans les entreprises décisives.

Autour de chaque militant travaillant dans une entreprise doit se constituer une cellule. Celle-ci l'aidant pour la confection et la diffusion du matériel, pour la visite et la réunion des sympathisants, etc...

Les méthodes organisationnelles de ces cellules doivent être adaptées à leurs tâches (réunion à la sortie du travail, pointage des tâches, alimentation politique sérieuse, discussions politiques concrètes pour la travail donné de l'entreprise, etc..)
(Un texte spécial précisera les formes d'organisation d'un Parti prolétarien.)

Dans chaque entreprise, conquérir l'avant garde pour conquérir et diriger les masses. Dans chaque région, conquérir des entreprises pour élargir et diriger les grèves.

LA QUESTION DES CELLULES LOCALES

Là où un travail d'entreprise est impossible, le travail local doit avoir le même caractère fondamental: s'incruster dans une maison, un village, par un travail systématique et patient de vente porte à porte, affichettes, réunions.

Nos cellules locales actuelles présentent de grandes imperfections. Mais elles constituent l'organisme par lequel nous pouvons nous enraciner en vue de constituer des cellules d'entreprises partout où cela sera possible. La suppression pure et simple des cellules locales préconisée par la majorité, (résolution Bernard - Chauvin) serait une grave erreur.

LES JEUNES

Dans la construction du parti de l'avant garde ouvrière, une préoccupation constante doit être celle des jeunes.

Ne portant pas sur leurs épaules le poids des vieilles traditions et des vieilles trahisons, ils sont les plus facilement gagnables à une politique révolutionnaire. Leur action dans les dernières grèves où ils furent au premier rang en est la vérification. L'avenir bouché du capitalisme, contre lequel se heurte leur soif d'action, de dévouement, et leur enthousiasme, les pousse à chercher une solution. Quelle solution plus

attirante que la révolution prolétarienne ? Pour peu que notre politique soit autre chose qu'un brouet économiste et centriste, nous pouvons et nous devons en conquérir des centaines et peut-être des milliers.

Le Parti, s'il a conscience de ses possibilités actuelles de développement, doit apporter l'aide la plus grande et la plus suivie à la J.C.I. C'est l'avenir du Parti.

* * *

L'évolution vers la gauche de la classe ouvrière s'exprime obligatoirement dans les vieilles organisations. Un travail particulier peut apporter des fruits, mais à la condition que le Parti en tant que tel, soit réellement ce qu'il peut être: un pôle de regroupement de l'avant-garde. Que le Parti où les militants responsables de ce travail fassent des concessions à l'idéologie centriste, et un tel travail ne peut apporter que démoralisation et dégoût de la IV^e.

Une résolution spéciale traitera de cette question.

* * *

La crise des J.S. offre au Parti la possibilité d'amener une importante fraction de cette organisation sur les positions révolutionnaires de la IV^e Internationale; ce qui constituerait un apport très appréciable pour la construction du Parti Trotskiste en France et peut-être dans d'autres pays.

Mais l'évolution de ces camarades vers les positions trotskistes est conditionnée par la démonstration que le PCI est, en dépit de sa faiblesse numérique, mais grâce à son programme et à ses méthodes d'action bolcheviques, un organisme efficace, c'est à dire capable de diriger les luttes ouvrières.

Le délégué du Doubs, au Congrès des J.S., exprimait la pensée de toute la base, lorsqu'il demandait à la délégation trotskiste, Pourquoi le PCI ne s'était pas développé au cours des luttes ouvrières. Cette question que les militants du PCI sont en droit de poser à leur direction sortante, montre que tout travail de "regroupement" est conditionné par une politique juste, et des méthodes bolcheviques d'action.

L'évolution d'une masse importante de J.S. ou d'ouvriers du PCF vers la IV^e Internationale dans les mois qui viennent nécessite le redressement du PCI.

Construire le Parti pose la question du centrisme. Aujourd'hui, il y a possibilité de regrouper l'avant-garde ouvrière sur le programme de la IV°. Mais il faut que le Parti tel qu'il est aujourd'hui la conquiert, sinon elle pourrait servir à la constitution d'un parti centriste.

Un tel parti aujourd'hui n'arrive pas à prendre naissance, mais il y arriverait si l'actuelle politique de PCI continuait. Le vrai danger centriste n'est pas encore à l'extérieur du Parti, mais à l'intérieur. Nous sommes persuadés que la tendance actuellement majoritaire est opposée à la scission avec la IV°. Malgré l'orientation de Magnin, toutes les tendances du Parti comprennent le crime que serait aujourd'hui une scission, dans la lutte pour la révolution prolétarienne.

Mais par sa politique elle empêche les ouvriers d'avant-garde de venir à nous. Un bon nombre, aujourd'hui, vont aux anarchistes pour cette raison; demain ils pourraient rejoindre un Pivert quelconque. La clarté dans notre politique révolutionnaire, la délimitation intransigeante du stalinisme, sont la principale défense contre toutes les variétés ultra-gauche, et contre la cristallisation centriste. C'est par la lutte au couteau contre l'opportunisme que le Parti Bolchevik ruinera tous les essais et centristes, et ultra-gauche, ainsi que nous l'a expliqué Trotsky.

* *
*

La nouvelle étape offre au Parti de larges possibilités de s'enraciner dans les masses. Il faut libérer le Parti de tout état d'esprit propagandiste coupé de l'activité des masses. Non seulement en vue de réaliser les tâches historiques du prolétariat, la IV° Internationale est une nécessité, mais, dès maintenant, le sort de tout mouvement gréviste, de son développement, dépend pour une large part de la position et de la capacité de nos militants.

Gagner les Etats Major de lutte, former les cadres à venir, les tremper dans l'action, les élargir, les faire reconnaître comme direction par de plus larges masses, sont les tâches de l'heure qu'un Parti libéré de l'opportunisme sera capable de ré-aliser. Nous sommes convaincus que le PCI ne faillra pas à sa tâche.

Redresser le Parti, c'est aujourd'hui le rendre capable de s'intégrer dans de larges actions, c'est faire un pas en avant, c'est préparer les conditions nécessaires à la tâche du prolétariat: la conquête révolutionnaire du pouvoir sous le drapeau de la IV° Internationale.

* *
*